

# Sortir du nucléaire

Revue trimestrielle du Réseau "Sortir du nucléaire"

Fédération de 698 associations • Tél. 04 78 28 29 22 • [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

N° 24 - Juin 2004 - Prix : 3 €



**Au sommaire**

*Tour de France pour sortir du nucléaire : 2500 personnes pour une fresque géante à Redon en Bretagne, le 14 mai 2004*

## **Bilan tour de France**

> p.3

## **Jeûne à Paris été 2004**

> p.8

## **EPR : ne pas laisser passer !**

> p.12

Ne soyez pas étonné(és), le look de la revue à changé mais les infos restent, toujours aussi essentielles.

Bonne lecture !

Incroyable tour de France = p. 3 ● Jeûne à durée indéterminée = p. 8  
● Pétition : 100 000 signatures ! = p. 9 ● Sarkozy, VRP du nucléaire = p. 10  
● EPR, inutile et dangereux = p. 12 ● Maison de résistance à Bure = p. 16  
● Lettre aux salariés d'EDF = p. 18 ● Fessenheim, la logique de l'arrêt = p. 20  
● La femme qui volait six milliards = p. 22 ● Fraicheur sans clim' = p. 25  
● Le premier éco village = p. 26 ● Marché noir du nucléaire = p. 28  
● La communication funky d'AREVA = p. 30 ● Fusion nucléaire : l'aberration de l'ITER = p. 32  
● Impressionnante manifestation le 17 janvier à Paris = p. 34 ● Finances solidaires avec la NEF = p. 36

  
**Réseau**  
**Sortir du**  
**nucléaire**



Une super manif le 17 janvier 2004 à Paris : merci à tous !

Photo : Weck

# Vous êtes vraiment for-mi-dables !

**Que de moments forts partagés lors du grand rassemblement à Paris, le 17 janvier ou encore lors du "Tour de France pour sortir du nucléaire" qui a sillonné la France du 24 avril au 23 mai !**

**Fin** avril 2004, vous avez également déposé, dans plus de 40 départements, des fleurs devant des mairies et des préfectures, en hommage aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl.

Merci d'avoir répondu nombreux lors de ces trois grandes initiatives.

Restons mobilisés et gardons espoir : l'édifice nucléaire est un colosse aux pieds d'argile. Les nombreux scandales révélés par votre Réseau

## Bonne nouvelle !

**Votre Réseau "Sortir du nucléaire" rassemble désormais 698 groupes. Le Réseau, association libre et indépendante, tire sa richesse de la formidable diversité des organisations qui la compose (associations, partis politiques, entreprises, coopératives, syndicats ...)** Soutenez les associations membres du Réseau près de chez vous : demandez nous la liste papier en nous écrivant (joindre trois timbres à 0,50 euro) ou consultez-la sur notre site internet : [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

**Si vous connaissez de nouveaux groupes susceptibles de rejoindre le Réseau, merci de nous communiquer leur adresse : nous leur enverrons un courrier.**

"Sortir du nucléaire" sont inquiétants à plus d'un titre (restrictions budgétaires et incidents dans les centrales, falsification des données concernant les risques sismiques, fonctionnements illégaux de centrales, vulnérabilité de l'EPR, etc.) Ces informations font leur chemin dans l'opinion.

Nous pouvons faire échouer la récente décision du gouvernement de renouveler le parc de centrales nucléaires avec la construction d'un premier EPR, car elle est contraire à l'avis d'une large majorité de l'opinion publique : 59 % des français sont contre "le remplacement des anciennes centrales par des nouvelles" (\*).

Pourquoi croyez-vous que le gouvernement ait eu besoin de prendre une décision sur l'EPR, dans la précipitation, avant l'été ?

Tout simplement parce qu'un pas décisif concernant la privatisation d'EDF, en passe de devenir une Société Anonyme, sera franchi le 1er juillet 2004 avec la libéralisation du marché de l'électricité pour toutes les entreprises. En 2007, ce sera le tour des particuliers.

Quel lien avec le nucléaire ?

Pour faire avaler, à la CGT-Énergie, syndicat ultra-majoritaire à EDF, la pilule d'une privatisation qui ne dit pas son nom, il fallait une carotte... en forme de réacteur nucléaire EPR. EDF, avec son cortège nucléaire, constitue une incroyable poule aux œufs d'or pour la CGT-Énergie, qui gère le Comité d'entreprise (appelé CCAS) dont le budget annuel avoisine les 420 millions d'euros grâce au versement par EDF de 1 % de son chiffre d'affaires. Ce bel acquis social a été transformé en rente de situation par des dirigeants syndicaux pro-nucléaires, par intérêt encore plus que par idéologie.

Pour sa part, François Roussely, le PDG d'EDF, ne tient pas particulièrement à ce coûteux EPR (la France est en surcapacité de production d'électricité et il n'y a aucune nécessité de mise en service de nouvelle centrale avant 2025). Par contre, il a besoin de capitaux pour poursuivre l'expansion d'EDF, déjà entamée par des investissements hasardeux en Amérique du Sud.

C'est donc donnant-donnant, et tant pis pour l'intérêt général qui voudrait qu'EDF joue vraiment son rôle de service public : par exemple, en étant à l'initiative d'une vaste campagne nationale d'économies d'énergies et de développement des énergies renouvelables.

De son côté, l'industrie nucléaire, avec AREVA en tête, ne compte plus que sur l'EPR pour remplir ses carnets de commande. Construire un prototype en France servirait notamment de vitrine à l'exportation de ce réacteur.

Pourtant, tout est encore possible. Nous devons poursuivre notre montée en puissance pour empêcher celle de l'EPR, dont le premier exemplaire ne produira pas son premier kWh électrique avant 2012. Il faudra en effet huit ans avant sa mise en service, dont trois ans minimum pour couler le premier béton de ce réacteur présenté comme dix fois plus sûr que ses prédécesseurs. Ceux-ci sont donc... dix fois plus dangereux !

Ah ! au fait, j'allais oublier le plus cocasse pour la fin. Alors que la décision sur l'EPR est déjà prise, la très officielle Commission nationale sur le débat public sera bientôt saisie pour savoir s'il est utile ou pas de construire un EPR en France ! C'est incroyable et pourtant, vous ne rêvez pas : on décide d'abord et on discute après !

De même, le sort des tonnes de déchets radioactifs déjà produits et dont on ne sait que faire ne sera abordé qu'en... 2006, rendez-vous imposé par la loi Bataille. Lancer une nouvelle génération de réacteurs alors que l'on n'a toujours pas de solutions pour les gérer est insensé !

Non, l'EPR ne passera pas ! Un vaste rassemblement près du futur site qui accueillera l'EPR est actuellement à l'étude avec de nombreux partenaires. D'ici là, nous aurons encore l'occasion de nous mobiliser et d'informer nos concitoyens.

Merci pour votre engagement à nos côtés : vous êtes vraiment formidables !

Philippe Brousse

(\* ) Sondage SOFRES cité dans le journal *Le Monde* du 3 mars 2004

# Incroyable tour de France pour sortir du nucléaire

4 000 km parcourus - Des dizaines de milliers de personnes rencontrées !

**Le tour de France pour sortir du nucléaire, qui a parcouru 23 départements pendant quatre semaines, du 24 avril au 23 mai 2004, a été une grande réussite. Le nombre de personnes rencontrées sur la route du Tour a été de plusieurs dizaines de milliers mais ce sont en réalité des millions de gens qui ont été sensibilisés grâce à l'important impact médiatique (TV, radios et journaux sur le plan national, régional et local).**

**La caravane du tour a permis de relier différents sites nucléaire civils et militaires et également des sites de production d'énergies renouvelables. L'objectif a été atteint : informer et sensibiliser de façon originale la population sur les enjeux de la politique nucléaire française et montrer que d'autres choix énergétiques sont possibles.**

## Quelle formidable énergie !

Un grand merci à toute l'équipe permanente, d'une quarantaine de personnes, présente sur le tour et aux centaines de bénévoles qui ont permis que chaque étape se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Un coup de chapeau à cette caravane internationale. Citons notamment :

- de nombreux militants du Réseau "Sortir du nucléaire" ;
- la compagnie de théâtre "Brut de béton", qui a joué pratiquement tous les soirs la pièce "Tchernobyl now !", adaptée du remarquable ouvrage de Svetlana Alexievitch, "La supplication". Emotion totale. Ce spectacle a été une réussite à chaque étape. Certains soir, il a fallu refuser du monde !
- un camion-scène d'animation du collectif hollandais Theaterstraat (pour les prises de parole, musique, et concerts),
- un bus venu de Hollande (destiné à transporter 20 personnes à travers tout le pays), muni de panneaux solaires qui permettent de recharger tous les appareils (ordinateurs et téléphones portables en particulier) sans recours au nucléaire,
- une remarquable exposition itinérante de

l'association suisse ADER sur les énergies renouvelables, la consommation et l'autonomie énergétique, avec une super-équipe de jeunes animateurs compétents et motivés

- une cuisine collective mobile de Rampenplan, venue des Pays-Bas, qui a proposé tous les jours de succulents repas végétariens et biologiques à un large public,
- un collectif hollandais de vidéo indépen-

dante "Trojan TV", qui a réalisé des films au fur et à mesure du tour (visibles sur notre site internet : [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)),

- plusieurs autres volontaires, dont un sapeur pompier professionnel, ancien équipier d'une CMIR (Cellule Mobile d'Intervention Radiologique), un militant antinucléaire venu d'Inde, un ancien travailleur du CERN (Centre européen de recherche nucléaire), une journaliste finlandaise représentant l'opposition à la construction d'un EPR en Finlande, et bien d'autres personnes encore que nous remercions chaleureusement.

Cette démarche a été sans précédent en France, tant par son ampleur que par sa dimension culturelle et ses propositions d'alternatives.

## Rétrospective, étape par étape...

### Samedi 24 avril 2004 : grand départ !

Manifestation devant la centrale nucléaire de Fessenheim (Alsace). Environ 2500 personnes : quel début en fanfare ! Bravo aux Alsaciens, mais aussi aux nombreux Allemands et Suisses présents. Temps : soleil éclatant, ciel totalement bleu... Que rêver de mieux ?



Banderole géante de 150 m<sup>2</sup> déployée par le maire de Kaisersberg en Alsace. Impressionnant !



Départ du tour depuis la centrale de Fessenheim

MÉMO : la centrale nucléaire de Fessenheim est la plus vieille de France, elle est inadaptée au risque sismique important dans la région, elle est sous la menace d'une rupture du canal voisin en cas de séisme. C'est aussi la centrale qui a été arrosée par EDF pendant la canicule de l'été 2003. C'est rassurant, la technologie nucléaire !

## Dimanche 25 avril : Kaysersberg (Alsace)

Journée festive à Kaysersberg (Alsace). Première sortie pour toutes les animations qui vont parcourir tout le Tour. Le gymnase de Kaysersberg ne désemplit pas de toute la journée, qui se termine en apothéose avec le théâtre. Entre-temps, le maire de la ville et un de ses collègues voisins ont déployé sur une tour une gigantesque banderole (150 m<sup>2</sup>) du Réseau "Sortir du nucléaire" et on peut voir dans toute la vallée "Le nucléaire tue l'avenir".

## Lundi 26 avril :

### 18e "anniversaire" de la catastrophe de Tchernobyl

Le Tour de France arrive à Nancy, ville régulièrement traversée par des transports ferroviaires de déchets nucléaires. Animations en ville puis manifestation jusqu'à la préfecture (place Stanislas). Dépôt d'une gerbe de fleurs, puis "die-in" en hommage aux victimes de Tchernobyl. Au même moment, la même scène se déroule un peu partout en France.

MÉMO : 18 ans après, non seulement les conséquences de Tchernobyl ne s'estompent pas, mais au contraire la situation s'aggrave ! C'est hélas la triste vérité : de nombreux enfants ont des maladies de vieillards (maladies cardiaques, rhumatismes), d'autres sont malformés ; les Biélorusses mangent des produits contaminés (en particulier au césium). Le pire est encore à venir.



Etape à Bar le Duc : présentation d'une oeuvre symbolique qui sera déposée ensuite devant le chantier de BURE

## Mardi 27 avril : Bure (Meuse/Haute-Marne)

Dépôt de gerbe devant le Conseil Général de la Meuse, puis le Tour part pour Bure (Meuse), où il arrive devant le chantier du site d'enfouissement des déchets nucléaires. Puis départ vers le moulin de Gourgeon (Haute-Saône) où l'association Adera démontre la réalité et la pertinence des énergies renouvelables.

MÉMO : l'enfouissement des déchets nucléaires est un véritable crime contre les générations futures. Tôt ou tard, dans quelques centaines d'années, la corrosion ouvrira les fûts, la radioactivité sera libérée. Elle conta-

minera les nappes phréatiques, trouvera son chemin vers la surface. Mais c'est la seule façon de se "débarrasser" au moindre coût de ces déchets (qui vont rester dangereux pour des centaines de milliers d'années) et de continuer à prétendre que le nucléaire est bon marché...

**Mercredi 28 avril 2004** : étape de transition jusqu'à Dijon. Contrôle antidopage négatif : aucun des participants du Tour ne se dope à l'uranium ou au plutonium !

## Jeudi 29 avril et vendredi 30 avril : Dijon et Valduc (Côte d'Or)

Accueil formidable à l'espace autogéré des Tanneries (Dijon). Le vendredi en journée, le Tour se rend devant Valduc, site stratégique pour la fabrication des armes nucléaires françaises. Autant le dire : l'horreur absolue. Un des responsables (si on peut dire) sort du site pour discuter un peu : il prétend travailler... pour la Paix.

## Samedi 1<sup>er</sup> mai

Le Tour arrive dans le Jura, à Lons-le-Saunier. Pas de site nucléaire particulier mais... le danger nucléaire est immense partout en France et même au-delà de nos frontières (qui n'arrêtent pas la radioactivité, faut-il le rappeler ?). Défilé, animations, repas, et une belle soirée avec près de 200 personnes pour la diffusion d'un film et la pièce "Tchernobyl now".

## Dimanche 2 mai : Valence (Drôme)

Le Tour arrive à Valence, dans la Drôme, ville où se trouve la Criirad, dont le laboratoire fait des analyses et expertises indépendantes. Autant que le Réseau "Sortir du nucléaire", la Criirad a besoin de votre adhésion pour continuer à faire connaître en toute indépendance les réalités de l'industrie nucléaire. Le soir, encore un triomphe pour "Tchernobyl now", puis une conférence de Bruno Chareyron, ingénieur de la Criirad, à propos de la mission qu'il a menée il y a quelques semaines au Niger. Stupéfiant !

MÉMO : comme on met de l'essence dans une voiture, il faut mettre de l'uranium dans une centrale nucléaire pour qu'elle fonctionne. Malgré des menaces et la confiscation de ses appareils de mesure, la Criirad a pu démontrer l'an dernier que l'extraction de l'uranium au Niger par la multinationale française Areva-Cogéma se faisait dans des conditions scandaleuses pour les mineurs, les populations et l'environnement.

## Lundi 3 mai 2004 : à Pierrelatte (Drôme)

Entrée dans le "Triangle des Bermudes" du nucléaire : Pierrelatte-Cadarache-Marcoule.

Le Tour arrive à la mi-journée à Pierrelatte, devant la centrale nucléaire du Tricastin et l'usine Eurodif.. Repas, musique, animations. Les militants locaux assemblent une "tour de refroidissement" de trois mètres, en bois. Animations, concert avec de formidables artistes locaux (et toujours l'excellent Achille). "Tchernobyl now" puis débat en présence de notre ami Yannick Rousselet, de Greenpeace, grand connaisseur de la filière française du plutonium.

MÉMO : Tricastin-Eurodif : l'absurdité nucléaire ! Les quatre réacteurs de la centrale nucléaire du Tricastin fonctionnent presque exclusivement pour alimenter l'usine voisine Eurodif, qui prépare... le combustible nucléaire ! Cette production est comptée dans les fameux 78% d'électricité française d'origine nucléaire : quelle absurdité !

## Mardi 4 mai : Cadarache (Bouches-du-Rhône)

Arrivé en fin de matinée devant l'entrée du site. Barrage filtrant pour donner de l'information aux salariés qui viennent travailler. Vers 13h, "die-in" : au son d'une sirène, les manifestants se couchent sur les voies d'accès du site. Rapidement, un gigantesque embouteillage se forme. Les gendarmes s'énervent... pas nous ! Au bout d'une demi-heure, les véhicules disparaissent.



Blocage du site nucléaire de Cadarache : un immense embouteillage se forme

sent comme par enchantement, dirigés vers une autre entrée. Peu importe : il est temps pour nous de lever le camp et de nous rendre à Forcalquier : animations, musique, puis une nouvelle représentation de "Tchernobyl now" devant une salle archicomble : il a fallu refuser du monde !

MÉMO : Cadarache. Ce site nucléaire, situé à Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône), compte en tout 450 bâtiments sur 1600 hectares. Certaines installations ou entreposages font froid dans le dos :

- cinq tranchées en pleine terre, où sont stockés depuis 30 ans des déchets dont certains sont contaminés par du plutonium. Ils ont probablement contaminé, ou peuvent encore le faire, la nappe aquifère située quelques mètres en dessous.

- le fameux Atelier de Plutonium de Cadarache : l'autorité de sûreté nucléaire a vainement "exigé" pendant 8 ans (de 1995 à 2003) la fermeture de ce très dangereux atelier (inadapté au risque sismique) où sont manipulées de grandes quantités de plutonium. En juillet 2003, cet atelier a enfin été officiellement fermé. Or, des activités industrielles y sont toujours menées et, pire, Areva va y traiter à partir d'août 2004 du plutonium américain. Incroyable pour une installation... fermée !



Des morts vivants heureux devant le site d'Eurodif/Tricastin

## Mercredi 5 mai : Marcoule (Gard)

Nous nous rendons devant le centre nucléaire de Marcoule. Comme la veille à Cadarache, nous occupons les voies d'accès. Le soir, à Nîmes, belle manifestation en ville et nouveau succès de la compagnie Brut de Béton. Puis Gerd la finlandaise et Kumar l'Indien offrent une dernière fois leurs témoignages avant de regagner leurs pays respectifs. Courage, les amis, et sûrement à bientôt !

MÉMO : Marcoule. Créé en 1956, Marcoule (Gard) est un immense site (140 ha en bordure du Rhône) exploité par le CEA et la Cogéma. Les activités principales sont la production de combustible nucléaire Mox et l'exploitation du réacteur expérimental Phénix.

- Le Mox est un combustible nucléaire contenant du plutonium. Sur les 58 réacteurs nucléaires français, 20 sont habilités à en recevoir. Le transport du Mox vers ces réacteurs se fait par camions, avec une protection minimale (" pour ne pas attirer l'attention ", d'après les autorités). Un incident grave à Mélox ou au cours d'un des innombrables transports pourrait causer la mort de centaines ou même de milliers de personnes.

- Phénix : la vie de ce réacteur de recherche est ponctuée par des arrêts

en raison de fuites et petits feux de sodium, ainsi que de baisses anormales de réactivité dans le cœur, que les chercheurs n'ont jamais réussi à expliquer. Pourtant, le 5 juin 2003, l'Autorité de Sûreté Nucléaire a autorisé le redémarrage de Phénix... aux deux tiers de sa puissance nominale. Sera-ce suffisant pour éviter un drame ? Phénix pourrait fonctionner ainsi, en dépit du bon sens, jusqu'en 2008



Etape d'Avignonnet - L'avenir est aux alternatives

Photo : Pierre Virfigeux

## Jeudi 6 mai : parc éolien d'Avignonnet

Le Tour ne se contente pas de dénoncer le nucléaire, il fait la promotion des alternatives. Mais ce serait tellement mieux si c'était le service public qui s'en chargeait !

MÉMO : Novembre 2003 - Sondage de l'Institut CSA : 92% des touristes interrogés sur 25 sites en pleine période touristique considèrent l'utilisation des éoliennes comme "une bonne chose". Seulement 16% estiment qu'elles "dégradent le paysage". Est-il besoin d'en rajouter ? Notons encore que l'Allemagne produit désormais l'équivalent de 5 réacteurs nucléaires rien qu'avec les éoliennes.

## Vendredi 7 mai : maisons autonomes de Bazens

Depuis des années, plusieurs militants de Stop-Golfech vivent de façon quasi autonome sur le plan énergétique : maisons bien isolées, panneaux solaires, petite éolienne... Pendant la tempête de décembre 1999, ils étaient les seuls à avoir de l'électricité chez eux, les lignes EDF étant rompues.

## Samedi 8 mai, Stop-Golfech !

C'est par un rassemblement d'environ 400 personnes, devant la centrale nucléaire de Golfech, que débute cette journée. Valence d'Agen : plus de 500 personnes pour un repas convivial, des débats, des animations.

MÉMO : la centrale nucléaire de Golfech a été la première à se mettre dans l'illégalité pendant la canicule de l'été 2003. Dès le mois de juin, elle a rejeté dans la Garonne de l'eau plus chaude que les limites maximales autorisées. Il faut dire que la "toile" des lignes Très haute tension (THT) qui quadrille la France, n'est pas homogène et certaines centrales, comme Golfech ou Tricastin, constituent des "nœuds" qui ne doivent pas être arrêtés sous peine de risque de black-out régional ou même national. Une fois de plus, l'environnement est sacrifié au profit de la raison d'Etat... nucléaire.

*Le Tour ne se contente pas de dénoncer le nucléaire, il fait la promotion des alternatives.*

*Mais ce serait tellement mieux si c'était le service public qui s'en chargeait !*



Prises de parole ponctuées de musique

## Dimanche 9 mai : Hiroshi-Barp !

Près de 500 personnes ce midi devant le Laser Mégajoule du Barp (Gironde), en construction à 20 km de Bordeaux qui va devenir aussi célèbre qu'Hiroshima, mais... en tant que "ville bourreau". Le soir : apéro, débats, expositions puis concert endiablé de la Compagnie Mohein !

MÉMO : Couplé à de puissants ordinateurs, ce Laser va permettre à l'armée française de simuler les essais atomiques autrefois réalisés en Algérie et en Polynésie. Pire, le Mégajoule va permettre la mise au point de "mini-nukes", de "petites" bombes atomiques destinées à servir réellement et non plus à dissuader. La France a signé les traités d'interdiction des essais nucléaires mais dit en substance aux autres pays : "Tout le monde doit arrêter les essais, mais nous, nous continuons avec la simulation". Bien entendu, c'est intolérable pour les autres pays, qui continuent la course à la bombe... sans avoir besoin d'un Mégajoule, eux ! Mais la France a bien 5 milliards d'euros à gaspiller dans cet effroyable projet.

## Lundi 10 mai : train nucléaire, train d'enfer !

Cette journée de "repos" à Bordeaux permet au "Tour de France" de dénoncer le passage dans les grandes villes de trains transportant les déchets nucléaires. Une centaine de personnes envahissent en fin d'après-midi la gare de Bordeaux, la redécorent avec des autocollants "certifié pro-nucléaire", "meurent" subitement au son d'une sirène à la grande surprise des voyageurs et au désappointement des cadres de la SNCF.

MÉMO : les déchets nucléaires issus des centrales nucléaires sont transportés, à destination de La Hague (Cotentin) à travers toute la France par camions et surtout par train. Ces transports font peser un grave danger sur les populations du fait du risque d'accident ou d'attentat. Parfois, ces "trains nucléaires" traversent des grandes villes. Des militants ont ainsi stoppé un de ces trains en plein Bordeaux, le 29 septembre dernier. La police est intervenue royalement... 25 minutes plus tard. Des individus mal intentionnés auraient eu tout le temps de dynamiter le wagon qui contenait de l'uranium et du plutonium.



Pourparlers devant la centrale du Blayais

## Mardi 11 mai : la Mort à la centrale nucléaire du Blayais !

Vers midi, pique-nique devant la centrale. Distribution de documents "Pour un vrai service public de l'électricité sans nucléaire" aux salariés. Un militant, revêtu du costume de la Mort, escalade soudain la grande stèle EDF placée à l'entrée de la centrale. Un gendarme tente vainement de l'arrêter, prétendant que "c'est dangereux", alors qu'il se trouve aux pieds de quatre réacteurs nucléaires !

MÉMO : très près de Tchernobyl... Blaye ! La nuit du 27 au 28 décembre 1999, au cours de la tempête qui a ravagé la France, cent mille mètres cubes d'eau de la Gironde sont entrés sans autorisation dans la centrale nucléaire du Blayais, qui a alors frôlé le désastre. Le 5 janvier, en dépit des manœuvres d'EDF, le quotidien Sud-Ouest titre "Très près de l'accident majeur" Quelques semaines plus tard, une manifestation de plus de 2000 personnes, pacifique, familiale et musicale, est accueillie par des coups de matraques et des gaz lacrymogènes. Le pouvoir nucléaire n'aime pas les citoyens.

*" Le Réseau Sortir du nucléaire est fichtrement bien organisé..." La Nouvelle République*

## Mercredi 12 mai : Saintes

Grâce à l'action opiniâtre de l'ACDN (Action des citoyens pour le désarmement nucléaire), Saintes est la première ville à avoir signé en faveur du désarmement nucléaire. La nouvelle maire, UMP, a eu le courage notable de ne pas revenir sur la signature de son prédécesseur... Un fois de plus, la pièce "Tchernobyl now" est un succès.

## Jeudi 13 mai : Civaux et Poitiers

Encore une étape rondement menée, le quotidien local "La Nouvelle République" concluant admiratif : "Le Réseau Sortir du nucléaire est fichtrement bien organisé". Il est vrai que c'est déjà le 20ème jour du Tour et que tout le monde est parfaitement rodé.

MÉMO : Grave incident à Civaux le 18 mai 1998 Peu de gens le savent, mais la plupart des réacteurs nucléaires " français " sont en fait de technologie américaine. A la fin des années 90, l'industrie nucléaire française construit enfin (si on peut dire) elle-même quatre réacteurs : 2 à Chooz (Ardennes) et 2 à Civaux (Vienne), dont le premier entre en fonction en novembre 1997. Le 18 mai 1998, après six petits mois, une très grave incident se produit : une fuite d'eau d'un débit estimé à 30 m3/h sur le circuit de refroidissement à l'arrêt du réacteur (RRA). Heureusement, un autre système fonctionne correctement et fait l'appoint en eau, le temps d'arrêter le pauvre réacteur franchouillard. Ce véritable brouillon de l'EPR a démontré sa vulnérabilité.

## Vendredi 14 mai : Le Carnet et St-Nicolas-du-Redon

Une formidable étape ! D'abord un passage à la mi-journée au Carnet (Loire-Atlantique), où 25 000 personnes et une chaîne humaine de 36 km organisée le 1er juin 1997 ont réussi à faire annuler la construction d'une centrale nucléaire.

La région étant toujours à la pointe de la mobilisation, ce sont deux mille personnes qui se sont venues pour cette étape du Tour de France et ont écrit " SORTONS-EN " pour une impressionnante image vue du ciel : photos et vidéo ont été prises depuis un ULM ! La soirée s'achève en apothéose par un fest-noz. Encore bravo !

## Samedi 15 mai : Vannes puis Quimper

A Vannes, présentation de la planche à voiles géante " Défi Sortir du nucléaire " qui se prépare à traverser l'Atlantique grâce à la force du vent. Vous en saurez plus dans quelque temps.



Détail de la fresque géante à Redon

## Dimanche 16 mai : sous-marins nucléaires

A l'Île-Longue se trouve la base de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Après avoir déposé une gerbe à la mémoire de toutes les victimes du nucléaire civil et militaire, nous tiendrons meeting là, la banderole Sortir du nucléaire déployée devant le cordon de gendarmes. Soirée à Dinéault, où souffle le vent de l'espoir qui fait tourner 4 éoliennes de 350 kW. Ici, le point de vue sur l'ouest Finistère est grandiose, si ce n'était cette ligne à haute tension transportant de l'électricité... nucléaire, venue d'ailleurs. Dîner et fest-noz. Après cette journée "bombes atomiques", nous avons besoin de cet apaisement !

## Lundi 17 mai : Brennilis, Mont-St-Michel

Brennilis. La centrale en cours de démantèlement est toujours là, mais l'amoncellement de conteneurs de déchets dans la cour a disparu, partis dans l'Aube. Des clients du café, installé dans l'ancienne infirmerie de la centrale, nous interpellent : "Et ne revenez plus nous embêter, on est bien, nous, ici". Mais si, nous reviendrons, et pendant longtemps, car Brennilis c'est loin d'être fini. Démantèlement, tellement, tellement dément !

Mont St-Michel. Une pause pleine de symboles sous un soleil éclatant et avec un bon vent marin. Le Mont-Saint-Michel a mille ans. Le plutonium, déchet nucléaire, reste radioactif 124 fois 1000 ans !

## Mardi 18 mai : dans la Manche

Etape près de Coutances, chez un militant qui est autonome pour sa consommation électrique grâce à des cellules photovoltaïques et une petite éolienne. Soirée à Granville, avec la visite de notre ami de la Confédération paysanne, François Dufour, très remonté contre les lignes THT.

MÉMO : la France compte 200 000 pylônes HT et THT, qui défigurent le paysage bien plus que nos 200 éoliennes. En sortant du nucléaire (et donc en décentralisant la production), on peut réduire environ de moitié le nombre de pylônes. Si on en remplace seulement la moitié par des éoliennes, soit 50 000, on produit autant que 15 réacteurs nucléaires (en tenant compte de ce qu'une éolienne ne fonctionne en moyenne qu'un tiers du temps).

## Mercredi 19 mai : Eoliennes, Flamanville, Cherbourg

Déjeuner au pied de cinq grandes éoliennes en fin d'installation à Sortosville. Puis, près des deux réacteurs EDF de Flamanville, le sigle radioactif a été dessiné avec des galets, et le projet éventuel d'EPR, ici comme à Penly, dénoncé. Plus tard, le groupe "Mange moi" et la troupe "Brut de béton" ont animé la soirée, près de l'arsenal de Cherbourg, qui fabrique les sous-marins à propulsion nucléaire et entrepose sur la digue du port militaire les combustibles irradiés, en attente de leur transport vers Cadarache. Le débat, après "Tchernobyl Now", s'est centré sur les risques d'accidents et d'attentats.

## Jeudi 20 mai : La Hague, Valogne

Départ depuis le "supermarché du plutonium" civil et militaire et de la poubelle atomique de la Hague (Cogema), pour la France, l'Europe et encore la Japon. Sur la grille d'entrée, une grande banderole "NON à la Plutonium connection" a été déployée. La caravane passe devant le centre de stockage Manche (Andra) de déchets nucléaires dits de faible et moyenne activité, aujourd'hui saturé. Puis au terminal ferroviaire d'AREVA-Cogema de Valognes, l'attention a été attirée sur les risques dus au transport par le rail des combustibles irradiés et déchets nucléaires, et à celui du plutonium par la route vers le sud de la France. Excellente soirée à Caen.

## Vendredi 21 mai : Seine-Maritime, pays de l'EPR ?

Déjeuner citoyen à Yvetôt puis arrivée à Dieppe, à quelques kilomètres des deux réacteurs de la centrale, nucléaire de Penly, site favori pour recevoir le réacteur EPR. Il est bien possible que Dieppe devienne dans les années à venir la capitale de la lutte antinucléaire ! D'ailleurs, une immense esplanade s'offre à nous, le long de la mer. Les militants locaux nous y accueillent. La banderole "Le nucléaire tue l'avenir" est accrochée sur une falaise située en pleine ville, au pied du château. Demain, c'est l'arrivée du Tour. La satisfaction d'avoir réussi ce pari un peu fou l'emporte sur la fatigue...

## Samedi 22 mai : final à Penly et Rouen

En milieu de journée, nous voilà devant la trop fameuse centrale nucléaire de Penly. Pour la dernière fois, la caravane du Tour fait étape avant de rallier l'arrivée à Rouen, où environ 1500 personnes participent à la dernière manifestation du Tour. Nous faisons halte devant une agence EDF et un courageux salarié rappelle qu'il faut sauver le service public de la privatisation... et du nucléaire. Le soir, dernière représentation de "Tchernobyl now" qui fait encore salle comble, puis dernier débat.

*Voilà, l'aventure s'achève.*

*Nous nous retrouvons le dimanche matin pour un bilan et un dernier repas avant que chacun ne reparte vers sa région - ou son pays pour nos amis néerlandais, allemands et suisses.*

*Le combat continue. A bientôt !*



Manifestation finale pour l'arrivée du Tour devant la cathédrale de Rouen - Bravo à tous !

# Jeûne vivre sans nucléaire à partir du 21 juin 2004 à Paris

Initiative de  
"Vivre sans nucléaire"  
soutenue par le Réseau  
"Sortir du nucléaire"

## Jeûne politique à durée indéterminée

Nous sommes trois personnes à avoir décidé d'entamer un jeûne politique à durée indéterminée le 21 juin 2004 à Paris. Par cette action non-violente, nous espérons sensibiliser l'opinion publique et obliger le gouvernement à décider d'une politique de sortie du nucléaire. Deux demandes précises et concrètes lui sont ainsi formulées :

- une réorientation des budgets de la recherche vers les énergies renouvelables
- un abandon du projet de réacteur EPR.

## Qui sommes-nous ?

Nous sommes tous des militants ou salariés associatifs qui, depuis de nombreuses années, sont actifs dans les luttes non violentes et dans les réseaux anti-nucléaires : Michel Bernard, né en 1958, est, entre autres, le fondateur et le rédacteur de la revue Silence ; Dominique Masset, né en 1952, est membre du collège national et trésorier du mouvement Appel pour une insurrection des consciences ; André Larivière, né en 1948, est salarié du Réseau "Sortir du Nucléaire". Nous avons tous déjà participé à un ou plusieurs jeûnes.

## C'est quoi, un jeûne ?

La différence entre un jeûne à durée indéterminée et une grève de la faim est avant tout dans la volonté qui anime les personnes qui le font. Dans une grève de la faim, il y a un côté désespéré comme dans le cas d'un prisonnier. Dans un jeûne, il s'agit d'un fort engagement militant. C'est pourquoi ce jeûne appelle à vivre sans nucléaire : c'est un message d'espoir. En effet, l'objectif du jeûne n'est pas de mettre en péril la vie de quelqu'un ni de gagner à tout prix, mais d'interpeller le maximum de personnes sur ce qui menace la vie : ici le nucléaire.

## Pourquoi ce jeûne ?

Le gouvernement prévoit une relance du programme nucléaire français avec la construction d'un nouveau réacteur dénommé EPR. Ce projet rendrait stériles tous les efforts de diversification énergétique vers la maîtrise des consommations et les énergies renouvelables. De plus, l'apparition d'alternatives énergétiques fiables partout dans les autres pays européens a contribué au développement d'une opinion favorable à la sortie du nucléaire : 60 % contre la construction de nouveaux réacteurs et seulement 20 % pour ; 90% pour la réorientation des budgets de recherche en faveur des énergies renouvelables, 4 % contre.

## Participez à un comité de soutien local

Le jeûne n'est en lui-même qu'une caisse de résonance. Pour faire plier le gouvernement, il faut que celui-ci sente que la population soutient les jeûneurs. Il faut donc faire en sorte que cela se voie en multipliant les actions non violentes de soutien. Nous vous invitons à créer un comité de soutien local, pour relayer le jeûne en organisant des repas de contestation chaque vendredi soir et en complétant par des conférences, des rassemblements...

Pour vous aider à créer ces comités, il existe tout un ensemble de fiches à consulter sur le site internet du jeûne : [www.vivresansnucleaire.org](http://www.vivresansnucleaire.org)

Vous pouvez également :

- soutenir financièrement l'organisation de ce jeûne, porté par trois personnes et soutenu par des associations, mais qui ne dispose d'aucuns fonds propre (chèque à l'ordre de "Vivre sans nucléaire")
- contacter des personnalités. Le jeûne n'en sera que plus médiatique si des personnalités "nationales" soutiennent cette action.

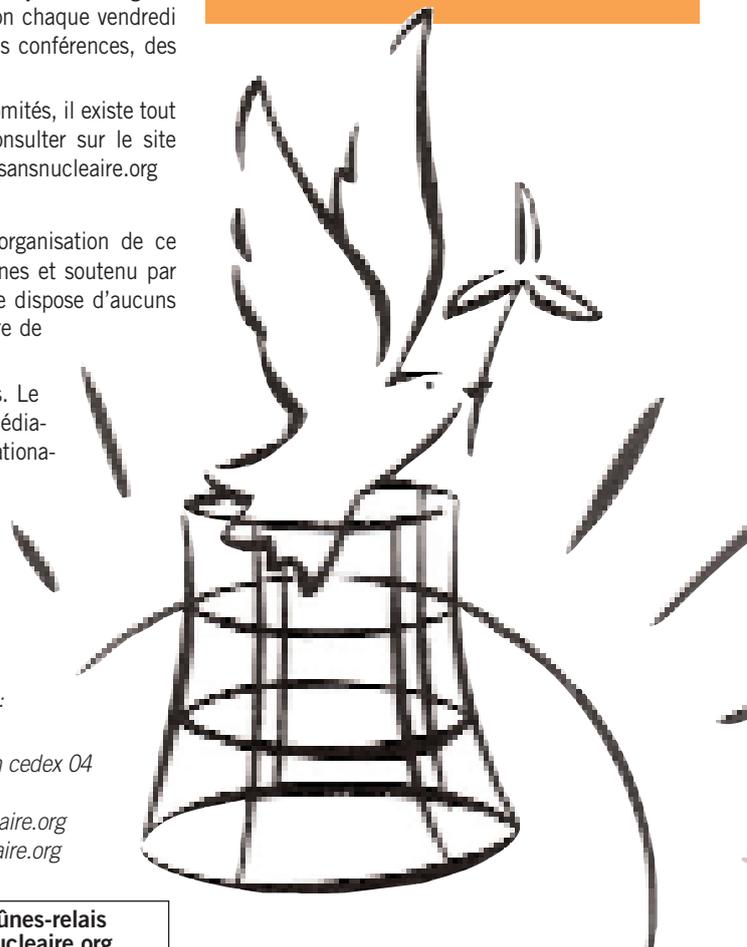
Jocelyn Peyret,  
coordinateur du jeûne

Pour plus de renseignements :  
Jeûne Vivre sans nucléaire  
9, rue Dumenge - 69317 Lyon cedex 04  
tél. 04 78 29 01 51  
mail : [contact@vivresansnucleaire.org](mailto:contact@vivresansnucleaire.org)  
internet : [www.vivresansnucleaire.org](http://www.vivresansnucleaire.org)

## Déclaration des jeûneurs

<Depuis plus de trente ans, de secrets en mensonges, d'affirmations technocratiques en pseudo-débats, de calculs économiques tronqués en travestissement écologique d'intérêts financiers gigantesques, c'est la même course à la catastrophe qui est choisie : la reconduction de l'option nucléaire, et la mystification de la consommation énergétique. L'année 2003 a peut-être marqué une étape dans la course à l'absurde : la seule solution proposée contre le réchauffement climatique est de dépenser plus d'énergie pour refroidir notre surchauffe, d'aggraver le problème en prétendant le résoudre. Les mausolées de déchets nucléaires que nos descendants auront de toute façon en charge témoigneront de cette obstination. Nous estimons qu'une majorité des Français partage cette conviction : il faut arrêter le nucléaire et développer les énergies renouvelables. C'est pourquoi nous avons décidé d'entamer, le 21 juin 2004 à Paris, un jeûne pour vivre sans nucléaire.>

Dominique Masset,  
André Larivière  
et Michel Bernard



Actuellement : 38 comités de soutien dans toute la France et des jeûnes-relais accompagnés de nombreuses animations, consultez [www.vivresansnucleaire.org](http://www.vivresansnucleaire.org)

# 100 000 signatures pour la pétition nationale "Loi sur l'énergie, changeons de cap"

Le Président de l'Assemblée nationale refuse de les recevoir !



Photo : Greenpeace

Spectaculaire déploiement des pétitions près de l'Assemblée nationale

**Les** députés ont débattu à partir du 18 mai 2004 du projet de loi d'orientation sur l'énergie : un texte bâclé par le gouvernement dans une grande confusion pour tenter de séduire les syndicats d'EDF.

Sept organisations de protection de l'environnement appellent nos dirigeants à une autre ligne de conduite et invitent les parlementaires à choisir une autre ligne d'horizon pour les orientations énergétiques du pays.

Forte de plus de 100 000 signatures, la pétition nationale "**Loi sur l'énergie : changeons de cap**", lancée l'an dernier par Agir pour l'environnement, les Amis de la Terre France, France Nature Environnement, Greenpeace France, le Réseau Action Climat, le Réseau Sortir du Nucléaire et le WWF France est un succès à cet égard.

Porteuse de trois revendications majeures :

- consommer moins et mieux l'énergie,
- soumettre les marchés énergétiques à des règles sociales et environnementales,
- en finir avec les risques industriels et environnementaux : ni nucléaire ni dérèglement catastrophique du climat,

cette pétition montre :

- que les Français ne boudent pas les questions énergétiques et qu'ils s'en préoccupent (contrairement à ce qui peut être dit ici ou là pour tenter des passages en force) ;
- que les Français sont prêts à accepter des efforts de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables, à condition bien sûr que ces efforts permettent de se débarrasser des technologies polluantes et dangereuses pour notre environnement et notre santé.

Or ce n'est pas du tout ce changement de cap que consacre le gouvernement dans son projet de Loi ! Bien au contraire, il cache derrière quelques recommandations cosmétiques sur la nécessaire diversification de notre "panier énergétique" une volonté farouche de renforcer pour des décennies encore l'hégémonie du nucléaire dans la production d'électricité. Et ce malgré les risques inhérents à cette filière.

Cette fuite en avant absurde est symbolisée par le lancement du nouveau réacteur nucléaire EPR, dont l'urgence n'est aucunement démontrée. De plus, les risques liés à de possibles attentats, à la proliféra-

tion de matières nucléaires et aux impacts climatiques sur les centrales (canicules, inondations, tempêtes...) ont été passés sous silence.

Afin d'appeler les Parlementaires à retenir d'autres orientations, les sept organisations n'ont pu remettre les 100 000 signatures le 17 mai 2004 à Jean-Louis Debré (UMP), Président de l'Assemblée nationale, ce dernier ayant refusé de recevoir la délégation d'ONG. Confronté au même refus le lendemain, les pétitions ont finalement été laissées au secrétariat de l'Assemblée nationale. Les organisations dénoncent ce mépris envers les citoyens. Les sept associations constatent que l'expression démocratique sur l'énergie n'est toujours pas envisageable en France. Bien au contraire, le pouvoir s'apprête à lancer sans l'approbation des citoyens, la construction d'un réacteur nucléaire EPR.

## Pétition Européenne

### Un million d'Européens demandent la sortie du nucléaire.

Une soixantaine d'organisations et de mouvements appartenant à une vingtaine de pays européens ont choisi le 26 avril 2004, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, pour lancer une Campagne Européenne destinée à recueillir un million de signatures contre l'énergie nucléaire. Prévue pour durer un an (jusqu'au 26 avril 2005), son objectif est de recueillir des signatures et d'inviter d'autres organisations à se joindre à la campagne afin de convaincre tous les pays européens de prendre sans attendre les mesures suivantes :

- arrêter ou empêcher la construction de nouveaux réacteurs et installations nucléaires dans l'Union Européenne,
  - lancer un plan de sortie du nucléaire au niveau de l'Union Européenne,
  - investir massivement dans les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables,
  - abroger le traité Euratom qui finance massivement le nucléaire en Europe au moyen de finances publiques.
- Seules ces mesures permettront de lutter à la fois contre le péril nucléaire et contre le réchauffement climatique. Le résultat de la pétition sera publié à l'occasion d'un grand événement d'ici le 26 avril 2005.

Merci de signer la pétition sans attendre :

<<http://www.atomstopp.com>>

Vous pouvez recevoir une version papier de cette pétition en envoyant une enveloppe timbrée avec votre adresse postale à : Réseau "Sortir du nucléaire" 9, rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 04

# Nicolas Sarkozy, VRP du lobby nucléaire !

**Les** entreprises du lobby nucléaire français, Areva et EDF, n'auront donc mis que quelques jours pour obtenir l'allégeance du nouveau ministre de l'économie Nicolas Sarkozy : dans sa déclaration sur l'énergie, jeudi 15 avril à l'Assemblée nationale, celui-ci a annoncé la construction du réacteur nucléaire EPR. Pour tenter de justifier ce nouveau coup de force pro-nucléaire, le ministre de l'Economie a avancé quelques arguments dénués de fondements ou de justification.

Ainsi, M. Sarkozy décrète que la France produira 25% de richesses en plus dans 10 ans et deux fois plus qu'actuellement dans 30 ans. C'est le mythe de la croissance infinie dans toute sa splendeur, aussi irréaliste qu'immoral, car la seule porte de sortie pour l'humanité est que les pays riches réduisent fortement leur consommation énergétique. M. Chirac a lui-même déclaré au sommet mondial de Johannesburg (septembre 2002) : *"Si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face aux besoins."* Quant aux prévisions, elles ont déjà été scandaleusement manipulées pour justifier le choix du nucléaire : en 1976, la consommation électrique française pour 1997 était estimée à 1600 TWh, elle fut en réalité de 387 TWh !

## Nucléaire : des mérites usurpés

Trente ans plus tard, pour faire face à la consommation énergétique qu'il a lui-même arbitrairement fixée, M. Sarkozy propose encore le nucléaire, en lui attribuant des mérites usurpés. Ainsi, l'atome donnerait à la France un taux d'indépendance énergétique de 50%. En réalité, il s'agit de 36%, dont seulement 22% dus au nucléaire(\*)... à condition d'oublier que tout l'uranium qui "nourrit" nos centrales est importé ! En fin de compte, la France est aussi dépendante avec le nucléaire qu'avec le pétrole.

M. Sarkozy prétend aussi que le nucléaire produit une électricité 10% moins chère que la moyenne européenne pour les ménages. Or, l'utilisateur d'EDF est victime d'une mystification :

- il finance le nucléaire par l'impôt depuis plus de 50 ans ;
- la Cour des comptes a montré (rapport public



Chirac, certifié pro-nucléaire lors de la manif à Paris du 17 janvier 2004

1998) que le démantèlement des centrales nucléaires et la gestion des déchets nucléaires n'étaient pas financés. Qui va payer ? Et quel en sera le prix réel ?

Ces sommes immenses ne figurent pas sur les factures EDF, ce qui permet à M. Sarkozy de prétendre que notre électricité est bon marché.

Autre vertu supposée du nucléaire : il permettrait de lutter contre le réchauffement climatique. Mais, à quoi bon rejeter moins de CO<sub>2</sub> si c'est pour contaminer la planète avec le nucléaire ? En quoi la peste nucléaire serait-elle préférable au choléra CO<sub>2</sub> ? Par ailleurs, M. Sarkozy "oublie" deux enseignements majeurs de la canicule de l'été 2003 :

- les 58 réacteurs nucléaires de la France ne l'ont pas protégée du réchauffement climatique !
- le fonctionnement des réacteurs nucléaires français a été fortement perturbé pendant la sécheresse : réacteurs arrosés par EDF, production de nombreux réacteurs réduite voire stoppée, rejets radioactifs et chimiques illégaux dans les rivières, etc.) Pour éviter la pénurie, on a multiplié les risques et les importations massives d'électricité, scellant l'échec de la France nucléaire. En annonçant (à juste titre) de nouvelles canicules, M. Sarkozy devrait lancer simultanément un plan de sortie du nucléaire afin de ne pas mettre la France en situation de pénurie !

Il se trouve que les solutions pour sortir du nucléaire sont aussi celles qui permettraient de lutter réellement contre le réchauffement climatique : une politique extrêmement ambitieuse d'économies d'énergie (dans les pays riches), d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables. Mais ce serait totalement contradictoire avec le projet libéral, qui nécessite toujours plus de croissance, de production, de consommation... et de profits pour les compagnies.

M. Sarkozy tente aussi de faire la promotion du réacteur EPR, qui serait "10 fois plus sûr, 10% moins cher et produirait 15 à 30% de déchets en moins". Cela fait frémir : les réacteurs actuels sont donc 10 fois plus dangereux ! Quant aux déchets nucléaires produits par l'EPR, ils seraient quand même en grande quantité, ils viendraient s'ajouter à ceux déjà existants et seraient eux aussi légués aux générations futures. Il n'y a là aucun progrès.

Sur la méthode, M. Sarkozy est aussi très explicite : "L'énergie, ce sont des choix qui concernent tout le monde, et qui doivent donc être compris". La population doit "comprendre" les choix... mais ce n'est pas elle qui doit les faire ! Alors, pour faire passer la pilule, M. Sarkozy utilise en particulier deux subterfuges :

- des effets d'annonce concernant les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Mais aucun financement n'est prévu... à part trois milliards d'euros au minimum pour construire l'EPR !
- une loi sur "sur l'information et la transparence nucléaire que le Sénat devra examiner avant

l'été". Ce sont donc encore des élus pro-nucléaires qui seront chargés de faire la transparence... à leur façon.

Un pavé dans la vitrine des très pro-nucléaires syndicats d'EDF

Dans la deuxième partie de sa déclaration, le ministre de l'Economie a abordé l'avenir d'EDF (et de GDF). L'ouverture du capital est jugée "indispensable pour que ces entreprises puissent investir en Europe mais aussi en France, dans l'EPR...". Voilà un pavé dans la vitrine des très pro-nucléaires syndicats de salariés d'EDF : la casse de leur statut est nécessaire pour financer le nouveau réacteur. Pour sauver EDF de la privatisation, il est grand temps que ces syndicats, ou du moins leurs adhérents, rejoignent la lutte antinucléaire !

Enfin, M. Sarkozy a lancé un vibrant appel à la convergence progressive des politiques énergétiques européennes vers un modèle commun. Bien entendu, c'est le nucléaire que le ministre de l'Economie voudrait voir généralisé en Europe: "Chaque pays doit engager sérieusement le débat sur l'énergie nucléaire".

Que M. Sarkozy se rassure, cela a été fait dans la plupart des pays, et presque unanimement les conclusions sont défavorables au nucléaire. L'Allemagne, la Belgique et la Suède ont décidé de sortir du nucléaire, la Grande-Bretagne vise une baisse de 60% des émissions de gaz à effet de serre sans recours au nucléaire (les centrales britanniques fermeront en fin de vie et ne seront pas remplacées), et le nouveau premier ministre espagnol Zapatero s'est prononcé lors de son investiture pour "une sortie progressive du nucléaire". A cela il faut ajouter tous les pays qui n'ont pas de nucléaire (Italie, Irlande, Portugal, Norvège, Autriche, Grèce, etc.)

La convergence des politiques énergétiques est donc bien engagée et pourrait tout à fait intégrer la France, à condition qu'il s'y tienne enfin... un débat sérieux sur le nucléaire ! Le nouveau Ministre de l'économie est d'ores et déjà isolé et marginalisé par rapport à ses collègues européens.

Notons aussi que le dogmatisme libéral de Nicolas Sarkozy devrait le détourner du nucléaire car ce dernier nécessite des investissements gigantesques pour des retours sur investissements à très long terme. Mais, bien que présenté comme apte à relever tous les défis, le nouveau ministre de l'Economie a plié aussi vite que ses prédécesseurs devant le lobby nucléaire. Le mythe Sarkozy s'évanouit sur la question de l'énergie... tout comme le parc nucléaire français sous le canicule de l'été dernier.

Il reste à la population à se mobiliser pour refuser la fuite en avant que constituerait la relance du nucléaire.

Stéphane Lhomme

(\*) Sources : Global chance, 2003

## Changements climatiques : équité et solidarité internationale



Les changements climatiques et leur cortège de catastrophes "naturelles" (sécheresses, inondations, tempêtes, etc.) sont aujourd'hui perçus par l'opinion publique comme une menace écologique majeure.

À l'échelle mondiale, 200 millions de personnes sont touchées en moyenne chaque année par ces désastres. Il est aujourd'hui reconnu par la communauté internationale qu'une partie croissante de ces catastrophes est la conséquence du réchauffement de l'atmosphère, lui-même provoqué par l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre issus des activités humaines.

Si nos sociétés industrialisées du Nord sont historiquement responsables de ce phénomène, force est de constater que les victimes présentes et futures de ces catastrophes sont principalement les populations des pays du Sud. Le réchauffement de la planète y aggrave des situations déjà précaires, tant du point de vue de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'habitat que de celui de l'accès à l'eau et à l'énergie.

Insuffler le principe d'équité dans un guide traitant des changements climatiques nous apparaît comme fondamental et urgent. Les processus sont déjà amorcés depuis des décennies et les impacts ne cessent de s'aggraver. C'est un enjeu de solidarité internationale, mais également de responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Devant l'ampleur des injustices engendrées par les changements climatiques, quatorze associations de solidarité internationale et de protection de l'environnement ont mis leur énergie et leur compétence en commun. Ce guide, coordonné par le Réseau Action Climat, a pour objectif de vous faire partager leur analyse globale et de vous apporter les éléments clés pour comprendre et agir.

Guide "Changements climatiques : équité et solidarité internationale" (43 pages, couleur). Unité : 5 euros (frais de port compris).

A commander au Réseau "Sortir du nucléaire" -9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".



## Sommes-nous condamnés à l'European Pressurized Reactor (EPR) ?

**A**REVA et les tenants du nucléaire ont fait pression depuis des années pour obtenir la construction d'un EPR. Or, remplacer les réacteurs actuels par des EPR est une mauvaise tactique pour l'opérateur AREVA. En effet, l'argument masqué de la perte de compétences s'applique plus aux futures générations de réacteurs qu'à cet EPR, apparenté à des machines vieilles de plus de 30 ans.

Si AREVA n'a que l'EPR dans ses cartons, c'est un signe grave de la sclérose de ses services de recherche. Cette absence de vue à long terme va la placer hors des marchés futurs pour les réacteurs dits de quatrième génération. Pire, cette politique engage la France sur une voie sans issue car tôt ou tard, les brevets de ces nouveaux réacteurs devront être achetés chez nos concurrents. C'est déjà arrivé en 1974, quand EDF a commandé des réacteurs sous licence américaine, laissant tomber la filière française des graphite-gaz prétendument plus chers (10% de plus sur le kWh) : l'histoire bégaie.

"Remplacer ou non tout ou partie du parc" avec l'EPR suppose d'abord une analyse des besoins énergétiques du pays, et ensuite des possibilités de remplacement de ce parc.

Un programme énergétique cohérent doit s'appuyer sur la mise en place d'une politique très volontariste d'économies d'énergie et d'utilisation de toutes les sources possibles (bois, géothermie, solaire, éolien ...).

Dans un tel programme, l'EPR n'a pas sa place. En effet, aux défauts connus des réacteurs à eau pressurisée - quantité non optimisée de déchets à vie longue, rendement faible (33%), donc rejets de chaleur importants - il ajoute sa taille (1500 MWé), inadaptée aux marchés des pays émergents, pour qui les paliers 300 à 600 MWé sont bien plus aptes à répondre à leurs besoins.

Si les tenants du nucléaire veulent de nouveaux réacteurs, ces derniers doivent mieux utiliser le combustible d'où diminution des déchets - et voir un rendement meilleur (45 à 50 %) - d'où des rejets plus faibles pour une même puissance. L'argument "sécurité" ne s'applique pas non plus à l'EPR. Il est certes doté d'une enceinte plus épaisse, de systèmes performants, mais il reste un réacteur à eau pressurisée avec ses problèmes de tenue des matériaux sous irradiation, de sa cuve sous pression. Quant à celui de la compétitivité accrue, un gain de 10 % sur le kWh n'est vraiment pas suffisant pour la prouver, surtout pour un réacteur encore sur plan.

L'EPR n'est pas une fatalité : ce sont seulement des partisans du nucléaire et une firme sans ambition qui veulent l'imposer. Les citoyens disent oui à une politique énergétique ambitieuse, respectueuse de l'environnement, et non à la mise en route d'un réacteur vieillot, inutile et dangereux.

Monique Sené

Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN)

## → Loi sur l'énergie : adoptée le 1er juin 2004

L'Assemblée a adopté le 1er juin 2004 en première lecture, par 358 voix pour, 157 voix contre et 4 abstentions, le projet de loi d'orientation sur l'énergie. Le projet gouvernemental fait clairement le choix du nucléaire en confirmant le lancement de l'EPR, réacteur nucléaire de 3e génération.

Le texte a été approuvé avec les seules voix de droite (UMP, UDF), PS et PCF ayant voté contre.

Ce texte a été adopté à deux semaines de l'examen le 15 juin à l'Assemblée du projet de loi sur le changement de statut d'EDF et GDF.

Source : d'après AFP

## → Parti Socialiste

### Communiqué de presse du 10 mai 2004 Loi d'orientation sur l'Énergie

Le Parti socialiste dénonce le calendrier précipité du débat sur le projet de loi d'orientation sur l'énergie (...) ne laissant ainsi aucune place au travail de la représentation nationale.

Après plusieurs mois de discussions aboutissant à un projet de loi minimaliste, sans aucune vision d'ensemble de la politique énergétique, le gouvernement cherche manifestement à éviter ainsi une vraie discussion au Parlement sur un sujet qui engage pourtant notre avenir pour les décennies à venir.

La nécessité de prendre des mesures courageuses, en rupture avec la politique actuelle, était pourtant unanimement soulignée. Or, il n'en reste pas une trace dans le projet de loi, qui ne comprend par exemple aucune mesure significative sur les transports, après l'abandon du soutien aux transports collectifs en site propre décidé l'année dernière.

Le Parti socialiste proteste également contre la délégation au marché de l'essentiel de la politique d'économie d'énergie que constitue la création de certificats blancs, sans aucune garantie sur l'efficacité d'un tel système.

Enfin, il rappelle son opposition à la décision de construire aujourd'hui l'EPR en France, qui ne correspond pas, en l'état actuel du parc nucléaire, à un vrai besoin.

Note du Réseau : la position du PS peut être considérée comme une avancée mais nous savons que c'est une position prise dans l'opposition (ce qui est bien moins signifiant qu'en étant aux affaires). Par ailleurs, une majorité des élus et de la direction du PS est toujours clairement pro-nucléaires. Citons notamment M Didier Guillaume, Président PS du Conseil Général de la Drôme au Dauphiné Libéré le 3 mai :

"... Avec les élus de notre département, je suis en train de prendre toutes les dispositions et les contacts pour mettre la Drôme en tête et que nous puissions accueillir l'EPR..."

Malgré ceci, le Réseau "Sortir du nucléaire" a écrit aux vingt Présidents de Région, PS, pour qu'ils refusent le réacteur nucléaire EPR dans leur région. Michel Sapin, président de la région Centre nous a répondu qu'il évoquerait cette question au cours d'une prochaine réunion de l'Association des Régions de France pour qu'une position commune soit adoptée à ce sujet.

## → EPR : un projet inutile et dangereux Le rapport de chercheurs en énergie

Les Français ne s'en sont pas vraiment rendu compte, mais l'année 2003 a été marquée par un "Débat sur l'énergie" visant à tenter de définir les priorités de la politique française dans ce domaine. L'opération, animée par le ministère de l'Industrie, a surtout donné l'impression de vouloir imposer l'idée qu'il fallait se préparer à renouveler le parc nucléaire : la France devrait lancer la construction d'un nouveau type de réacteur, dit EPR (pour European Pressurized Reactor, réacteur européen à eau pressurisée), proposé par la firme AREVA. (...)

Un problème crucial posé par cette annonce est cependant qu'aucun dossier précis présentant l'EPR n'a été publié et qu'il n'a donc pas donné lieu à une expertise contradictoire. C'est ce que regrette, les animateurs de la revue Global Chance, constituée de chercheurs en énergie et d'ingénieurs, qui s'est imposé, comme référence dans les questions énergétiques : "La chose la plus inadmissible n'est pas qu'il y ait des défenseurs de l'EPR, mais que le gouvernement n'ait pas exigé de ses services un rapport complet et public présentant l'ensemble des éléments permettant de porter un jugement sur l'opportunité ou non de construction d'une nouvelle centrale EPR."

Global Chance livre un dossier fouillé sur l'EPR, essentiellement critique mais qui est le document le plus précis disponible sur un sujet austère mais essentiel pour l'avenir économique. La première analyse porte sur les caractéristiques de sûreté du projet de réacteur. (...) L'EPR n'est pas préparé à la chute d'un avion commercial, une perspective cependant réaliste depuis le 11 septembre. D'autre part, le surcroît d'activité lié à l'emploi massif du plutonium (sous la forme de combustible Mox, mélange de plutonium et d'uranium) par l'éventuel réacteur n'est pas analysé, alors qu'il pose des problèmes notables, tant de radioactivité que de terrorisme.

Elargissant l'analyse à la question du changement climatique, ils montrent qu'une relance massive du nucléaire ne conduirait qu'à des économies de 6 à 11 % des émissions de gaz carbonique, "au prix de la multiplication de la masse des déchets à haute activité d'un facteur 8 à 18 environ". En fait, affirment les auteurs, "la maîtrise de l'énergie apparaît comme la marge de manœuvre prépondérante de lutte contre le changement climatique".

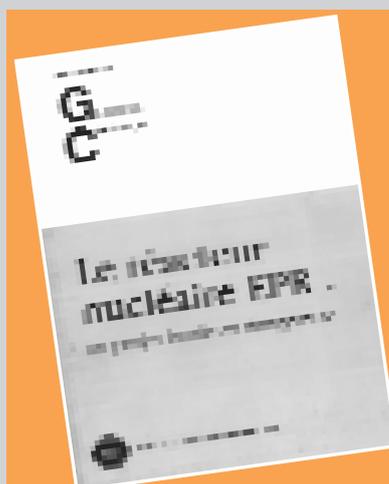
Le dossier analyse enfin l'économie du projet, s'interrogeant avec ironie : "Comment se fait-il que des gens aussi intelligents et pragmatiques que nos voisins allemands, belges ou anglais fassent la fine bouche et refusent d'investir dans une filière si évidemment compétitive ?"

La réponse tient, selon les analystes, au fait que les promoteurs de l'EPR avancent des chiffres arrangés. Là encore, Global Chance souligne les dangers de l'absence de contre-expertise. Se livrant à une critique sophistiquée de l'analyse officielle des coûts de l'électricité nucléaire, les auteurs montrent qu'elle est biaisée et fondée sur les seules affirmations d'AREVA, sans aucune comparaison critique.

Le lecteur favorable à l'EPR devrait sortir de cette lecture sérieusement ébranlé. Le mérite de cette étude est en tout cas d'appeler à une véritable expertise publique et contradictoire d'un sujet qui mérite mieux que l'action d'un lobby : "Ce n'est pas toujours la transparence ni la rigueur qui dominent, c'est le moins qu'on puisse dire, conclut la revue. C'est dommage pour le débat, c'est grave pour la démocratie."

Hervé Kempf

(Extraits d'un article paru dans Le Monde du 25 février 2004)



### Un rapport indispensable à commander maintenant

La remarquable brochure de Global Chance "Le réacteur nucléaire EPR : un projet inutile et dangereux" (54 pages) est à commander au Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04  
Prix : 18 euros (port compris).  
Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire"

## Les Experts...



### → Un document “confidentiel défense” montre les faiblesses de l’EPR

Un document classé “Confidentiel défense” et émanant d’EDF “démontre les faiblesses du réacteur nucléaire EPR face au risque de chutes d’avions de ligne”, affirme le Réseau “Sortir du nucléaire” dans un communiqué. Selon le Réseau, “le gouvernement et EDF, pour imposer la construction du réacteur nucléaire EPR, veulent cacher aux citoyens les informations qui leur permettraient de se faire un avis sur ce réacteur”. Le réacteur européen à eau sous pression (EPR) est destiné à prendre le relais des 58 réacteurs qui équipent actuellement les dix-neuf centrales nucléaires françaises. Le gouvernement doit décider prochainement la construction d’un “démonstrateur” de ce réacteur de troisième génération, qui pourrait être connecté au réseau vers 2010-2012.

“Contrairement à ce qui est avancé officiellement, le réacteur EPR n’offre pas plus de garantie de sûreté que les réacteurs actuels par rapport au risque terroriste”, a indiqué à l’AFP le porte-parole du réseau Stéphane Lhomme. (...) Un porte-parole d’EDF, Olivier Lorient, a indiqué de son côté que la société ne ferait “aucun commentaire en raison du caractère confidentiel défense de ce document”.

Source : Agence France Presse - 24 novembre 2003

### → Document “confidentiel défense” : un député demande des sanctions

Patrick Ollier, président (UMP) de la commission des Affaires économiques de l’Assemblée, a demandé le 25 novembre 2003 l’ouverture d’une “enquête administrative”, à la suite de la diffusion, par le Réseau “Sortir

du nucléaire” d’un document classé Confidentiel défense sur le futur réacteur nucléaire EPR démontrant “les faiblesses” de ce réacteur face au risque de chutes d’avions de ligne. M. Ollier “a tenu à condamner énergiquement” la diffusion de cette lettre confidentielle. Dénonçant “le caractère démagogique et politicien” du réseau “Sortir du nucléaire”, M. Ollier “demande qu’une enquête administrative permette de connaître l’origine de l’indiscrétion afin que des sanctions soient prises”, selon le communiqué.

Source : Agence France Presse - 25 novembre 2003

### → Le nucléaire échappe à la rigueur budgétaire !

Greenpeace dénonce la subvention accordée par Nicolas Sarkozy au lobby nucléaire à hauteur de 500 millions d’euros, soit 15% du coût annoncé pour l’EPR. Pour l’association écologiste, cette décision incohérente et grave lève le voile sur la prétendue compétitivité du projet EPR.

A l’heure où l’Etat réduit les crédits alloués aux énergies renouvelables et à la maîtrise de l’énergie, et remet en question les politiques de soutien par le tarif d’achat sous prétexte qu’il ne faut pas dépenser sans compter et alourdir les comptes d’EDF, cette annonce est à la fois scandaleuse et incohérente avec le reste de sa politique.

Le projet EPR est absurde depuis le début. Il est inutile, inadapté et particulièrement cher. L’Etat français demande à EDF de soutenir Areva en achetant un EPR, mais comme EDF n’en a pas les moyens, et que les partenaires étrangers semblent réticents devant les sommes demandées, on subventionne et on revient à la case départ.

Le Gouvernement français semble sombrer dans le délire et se prendre les pieds dans ses contradictions en essayant de résoudre l’équation suivante : comment relancer une industrie nucléaire sur le déclin, tout en privatisant les opérateurs et en devant maintenir l’illusion que l’électricité nucléaire est économique.

“Le Gouvernement français, en subventionnant l’EPR, admet finalement une réalité évidente pour le reste du monde : le nucléaire n’est pas une énergie compétitive capable de survivre sans subventions et soutiens publics” conclut Frédéric Marillier, chargé de campagne nucléaire.

### → Recalé en Chine, mis en cause en Finlande, le réacteur nucléaire EPR doit être abandonné !

Dans un entretien accordé à l’agence de presse Enerpresse, publié mercredi 4 février 2004, le directeur Asie d’EDF Hervé MACHENAUD fait un aveu de taille : le réacteur EPR n’est pas jugé fiable par les autorités chinoises. “Les Chinois nous ont clairement fait savoir qu’ils souhaitaient disposer d’une technologie éprouvée. Ce qui devrait conduire à ne pas proposer une offre EPR (...) C’est donc le palier N 4 qui sera proposé”.<sup>(1)</sup>

Dans une dépêche datée du 30 janvier 2004, l’agence de presse internationale Platts (2) rapporte que Juhani Hyvaerinen, dirigeant de l’Autorité de sûreté nucléaire finlandaise, a clairement exprimé ses craintes concernant l’EPR à propos de l’anomalie générique des réacteurs nucléaires français (anomalie concernant le circuit de recirculation de l’eau de refroidissement des réacteurs nucléaires). Cette anomalie peut conduire à la mise hors service de circuits de refroidissement lors d’un accident, et conduire à une catastrophe nucléaire.

Le Réseau “Sortir du nucléaire” veut croire que les autorités finlandaises qui ont passées commande d’un EPR à la France, prennent enfin conscience qu’elles ont été abusées par le lobby nucléaire français qui a prétendu que l’EPR était fiable.

(1) Le Palier N4 correspond par exemple aux deux réacteurs mis en service à Civaux (Vienne) en 1997 et 1999. Le réacteur n°1 de Civaux a connu un grave incident (niveau deux) après seulement six mois de service, le 12 mai 1998.

De quoi rassurer les Chinois ?



Photo : Weck

Incrovable : des éoliennes en plein Paris lors de la manif du 17 janvier 2004

## → L'EPR incompatible avec le développement des énergies renouvelables

*“Le premier ministre a choisi, avec l'EPR, d'augmenter la surproduction massive d'électricité qui, déjà actuellement, condamne tout développement significatif des énergies renouvelables”, écrit le CLER (Comité de liaison des énergies renouvelables).*

*“Il rend ainsi impossible pour au moins 20 ans toute création d'un véritable bouquet énergétique par le développement des énergies renouvelables” >, ajoute l'association dans un communiqué de presse.*

Le réacteur nucléaire EPR *“laisserait la France en marge d'une formidable bataille industrielle et économique, celle de la production de masse à partir d'énergies renouvelables, condamnant ainsi l'ensemble des professionnels du secteur”.*

Le CLER fédère depuis 1984 quelque 70 industriels des énergies renouvelables (solaire, éolien, bois-énergie), presque exclusivement des petites et moyennes entreprises.

Source : AFP - 7 avril 2004

## → Eoliennes : 5 fois plus d'emplois créés qu'avec l'EPR

Greenpeace a publié une étude comparative entre le projet de nouveau réacteur EPR et un programme éolien économiquement équivalent (\*). L'idée est simple : si, au lieu de dépenser une somme considérable pour construire l'EPR, EDF investissait dans un programme éolien, quelle serait alors la quantité d'électricité produite ? et combien d'emplois seraient créés ?

Les résultats sont éloquentes : le choix de l'éolien permettrait de produire jusqu'à deux fois plus d'électricité, et créerait près de cinq fois plus d'emplois !

Greenpeace considère que le projet EPR non seulement n'ouvre pas d'option énergétique nouvelle, mais, qu'il menace également toute politique alternative.

Le rapport DETENTE “Eole ou Pluton ?” (\*) montre que :

- L'énergie produite à terme par le vent serait bien supérieure : 24 TWh par an, contre 10 TWh pour le réacteur nucléaire, soit plus de deux fois plus.

- Les avantages en matière d'emploi seraient nettement supérieurs, près de cinq fois plus de créations d'emplois qu'avec le nucléaire. Le projet EPR produira en effet une moyenne de 2 225 emplois permanents sur l'ensemble du projet, alors que ce chiffre sera de plus de 10 000 pour les éoliennes.

Un tel programme éolien serait en cohésion avec la demande du public, et bénéfique en matière d'emploi. Ce serait donc un véritable programme de service public.

(\*) “ Eole ou Pluton ? ”, Antoine Bonduelle et Mathias Lefèvre, association DETENTE, décembre 2003.

Le rapport “ Eole ou Pluton ? ” et son résumé sont disponibles sur demande ou sur [www.greenpeace.fr](http://www.greenpeace.fr)

## Journée de mobilisation antinucléaire le 10 juillet dans le Gard

Une journée de mobilisation antinucléaire aura lieu le 10 juillet 2004 autour du complexe industriel de Marcoule (Gard rhodanien). Cette journée revient au Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire (AGDIR BP 30 Nîmes) est coordonnée par ICI-ROM. Le rassemblement aura lieu sur la commune de Chusclan (vallée du Rhône au sud de Bagnols/Cèze). Déroulement de la journée du 10 juillet (programme provisoire) :

MATIN :

- accueil, installation et tenue des divers stands associatifs : infos mais aussi démonstrations (équipements divers sur les renouvelables, les économies d'énergie, les dangers du nucléaire, etc.)
- débat sur les énergies renouvelables et les économies d'énergie.
- fin de matinée : conférence de presse

APRÈS-MIDI :

- débat sur les perspectives d'opposition à l'EPR et à la privatisation d'EDF
- manifestation : départ vers 16h30, à pied, vélo, roller, cheval etc., vers le site industriel de Marcoule.
- retour : possibilité d'animation musicale pour finir la soirée de façon sympa.

Pour en savoir plus : Association ICI-ROM, c/o AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex Tél. 04.67.73.51.10



Opposition à l'enfouissement des déchets nucléaires

Photo : André Paris

Défilé des collectifs lors de la manifestation à Paris le 17 janvier 2004

## Une maison de résistance près du chantier de BURE

**En** 1993, l'ANDRA, Agence Nationale pour la gestion des Déchets Radioactifs décide d'ouvrir "un laboratoire de recherches géologiques" à 4 départements portés candidats. Il s'agit en réalité d'enfouir des déchets hautement radioactifs (à vie longue) en couches géologiques profondes, au cœur de l'argile. Déchets dont personne ne veut, malgré diverses tentatives d'enfouissement opérées dès 1980.

Le chantier s'implante finalement en 1999 à Bure, en Meuse/Haute-Marne, sans que les populations soient informées ou consultées. Depuis, celui-ci accumule contretemps et difficultés techniques et parallèlement, les opposants s'organisent avec le concours d'un géologue indépendant (André Mourot), mettant au jour des données incompatibles avec la dangerosité des matières destinées à l'enfouissement.

Le fameux "coffre fort" d'argile s'avère en réalité truffé d'infiltrations, de failles ; il est situé qui plus est dans une zone hautement sismique et à l'aplomb d'un potentiel gisement géothermique dont il condamnerait la future exploitation.

L'ANDRA nie l'évidence, s'obstine : c'est qu'aucune région en France ne veut accepter

ce cadeau empoisonné et le lobby nucléaire, contraint de trouver une solution, veut opérer un passage en force.

Dans d'autres départements (la Mayenne, le Cantal etc...), les fortes mobilisations du printemps 2000 ont permis de stopper l'implantation de sites équivalents, en milieu granitique.

Notre refus doit être unanime face à l'enfouissement ; il s'agit là d'une étape décisive vers la sortie du nucléaire.

Après des années d'opposition, nous avons désormais la possibilité d'installer face au chantier de BURE une présence permanente qui témoigne de notre ténacité et permette au citoyen de se réappropriier symboliquement ces terres.

### Pourquoi une maison ?

● **Communiquer** : C'est un outil d'information et de communication qui permet de contrer en permanence la désinformation faite par l'ANDRA. S'implanter en tant qu'opposants face aux puits de forage est en soi un message sur le fond, l'éthique de l'enfouissement et de la production de déchets nucléaires : "*Nous ne vous laisserons pas engager notre responsabi-*

*té sans notre consentement pour des milliers d'années.*"

Cette présence permet de réinvestir sur le long terme une région trop peu peuplée et isolée pour réagir elle-même fortement. C'est aussi un message à destination des habitants : "*Nous venons partager votre quotidien, apporter nos forces vives et l'espoir qu'un autre futur est possible pour cette région.*" Cette démarche implique une pédagogie de l'environnement, qui débouche sur des propositions alternatives.

● **Proposer** : C'est également la notion d'alternative qui mobilise les opposants proches ou éloignés autour de ce projet.

L'alternative énergétique ou l'utilisation des énergies propres remettent en cause concrètement celles qui polluent, elles étayent par la démonstration, le discours des opposants en prolongeant la lutte dans le domaine de l'écologie appliquée.

L'alternative politique consiste à prendre des initiatives collectives, indépendantes et auto-gérées ; c'est la reconquête du droit à décider et à agir dans une société infantilissante, face à un lobby nucléaire antidémocratique.

● **Converger** : Plusieurs maisons antinucléaires sont déjà sorties de terre à Creys-Malville, Plogoff, en Allemagne, à Taverny et en Hollande pour le nucléaire militaire. Elles sont devenues des points d'appui essentiels pour renforcer la lutte en place et rassembler les volontés en un lieu stratégique.

Les collectifs y trouveront un lieu de réunion, d'expression, d'échanges et une base pour toutes leurs actions locales. Les militants pourront s'impliquer et se responsabiliser davantage, construire une opposition citoyenne en refusant que la science ou la politique se placent au dessus de l'humain.

Nous recherchons toujours activement un lieu idéal pour l'implantation du projet et plusieurs terrains avec batisse retiennent actuellement notre attention. Il nous faudra sans doute élargir un peu nos critères de départ pour ne pas risquer de passer à côté d'une occasion.

Nous avons déjà réuni en dons et promesses écrites presque 8000 euros en quelques mois. C'est très encourageant et nous devons continuer à récolter des fonds, car plus la provision sera importante et plus notre choix sera étendu. Les travaux et l'aménagement du lieu d'accueil s'effectueront par tranches, au rythme des dons.

Nous comptons sur la générosité de ceux qui nous soutiennent pour que ce projet avance et se concrétise. Nous appelons tous ceux qui se sentent concernés par le sort de cette région, de ses habitants et de leurs descendants à nous rejoindre en apportant leur pierre à l'édifice : les militants d'ici ou d'ailleurs qui pensent solidairement : "Tous terriens, tous buriens"...

Si tout se passe bien, nous serons propriétaires d'ici la fin de cette année (peut-être d'ici cet été).

*Isabelle Guillaume*

UN CAMP CET ÉTÉ : INSCRIVEZ-VOUS.

**Le camp aura lieu à Bonnet dans la Meuse ou dans les environs selon le nombre des participants pendant la dernière semaine d'août (pensez à apporter votre vélo). Si vous désirez animer un atelier pendant le camp sur les thèmes de la bioconstruction, des énergies renouvelables, ou tout autre thème concernant le nucléaire ou l'écologie qui pourrait intéresser les participants, vous pouvez le proposer.**

**L'AG de Bure Zone Libre se tiendra dans la salle municipale de Bonnet le samedi 28 août pour clore le camp. Vous y êtes tous cordialement invités. Au cours de cette AG, nous ouvrirons le bureau à de nouveaux membres et déciderons tous ensemble des nouvelles orientations à donner au projet. Les repas seront servis dans la salle, possibilité de dormir sur place. Merci de vous inscrire.**

**Une action est prévue devant le chantier pour le 29 août.**

CONTACT :

Bure Zone Libre - Rue de la gare - 54230 Maron  
email : i.guillaume@free.fr / 03 25 04 91 41  
Chèque à l'ordre de "Bure Zone Libre" ou don au Réseau "Sortir du nucléaire" dans le cadre du fonds de solidarité.

*Le Réseau "Sortir du nucléaire" s'est engagé à apporter un soutien financier de 2000 euros et à se porter cautionnaire pour un montant de 10 000 euros.*

## En bref !

### Bure : prototype européen d'enfouissement ?

Selon Enerpresse, du jeudi 25 mars 2004, et suite à un communiqué de l'ANDRA, celle-ci coordonnera "le *Projet intégré européen d'implantation d'un prototype à échelle industrielle de stockage pour les déchets radioactifs à vie longue, soit Esdred (Engineering Studies and Demonstrations of Repository Designs)*".

Ce Contrat signé le 4 mars dernier avec la Commission européenne dote l'ANDRA d'un budget de 18 millions d'euros : il vise à démontrer «la faisabilité technique des différentes opérations de construction, exploitation et fermeture d'un stockage géologique profond de déchets de haute activité».

Prototype ? La France serait-elle en passe de devenir championne en matière de prototype ? L'EPR pour fournir l'Europe en énergie électro-nucléaire et Bure pour "évacuer" les déchets induits ? Pas drôle !

### Italie :

#### 50 000 manifestants contre un site de stockage nucléaire

Les manifestants ont défilé en Basilicate, dans le sud, pour protester contre un projet du gouvernement de réaliser un site de stockage des déchets nucléaires.

La manifestation, convoquée par les trois plus importants syndicats italiens, a rassemblé plus de 50.000 personnes selon les organisateurs, et plus de 30.000 selon la police, dans un cortège parti de Policoro pour Scanzano Jonico, la localité prévue pour le site.

"Cette manifestation représente une réponse sans équivoque d'une région qui a pris le chemin du développement faisant des valeurs de l'environnement un facteur déterminant", affirment dans un communiqué les trois responsables syndicaux de cette région située dans l'extrême sud de la "botte" italienne.

Après avoir décidé le 13 novembre de réaliser un dépôt national à Scanzano Jonico, le gouvernement italien a fait partiellement marche arrière, se disant "prêt à modifier sa décision", mais les manifestants exigent le retrait pur et simple du décret concernant la réalisation de ce site de stockage.

Source : AP 23/11/03

## Contribuez au fonds de solidarité "Sortir du nucléaire"

Ce fonds de solidarité, alimenté grâce à des dons spécifiques, a permis jusqu'à ce jour de soutenir les projets suivants :

- projet de micro-turbine en Himalaya indien de l'association Tsampa Equita : 2000 euros
- aide à la construction d'une maison solaire pour l'institut indépendant Belrad en Biélorussie : 1000 euros
- soutien financier au procès de militants antinucléaires qui ont bloqué un transport nucléaire : 1084 euros
- soutien à l'association "Peuples agricoles" pour un projet de cuiseurs solaires à Madagascar : 500 euros
- futur soutien à l'association "Bure Zone Libre"

Le fonds de solidarité "Sortir du nucléaire" est destiné à soutenir des actions ou des projets concrets liés à des problématiques énergie-/nucléaire (notamment humanitaires) en France ou à l'étranger. Si vous avez un projet à nous soumettre, merci de nous écrire ou nous envoyer un mail à : rezo@club-internet.fr

Notre conseil d'administration déterminera si votre projet peut s'inscrire dans le cadre de ce fonds de solidarité et faire l'objet d'une priorité.

Si vous souhaitez aider le projet de la maison de résistance de Bure, merci de contribuer au fonds de solidarité en libellant votre chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire - Fonds de solidarité" (ou remplir le coupon réponse ci-joint). Votre don (déductible pour moitié de vos impôts) servira à aider ce projet ainsi que les projets et actions de solidarité à venir. Merci infiniment.

Envoyez votre don à :

Réseau "Sortir du nucléaire", 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04

## A l'adresse des salariés d'EDF : Votre statut sacrifié en échange d'un réacteur nucléaire !

courrier

Madame, Monsieur,

Vous êtes salarié-e d'EDF. Malgré les dénégations de votre nouveau ministre de tutelle Nicolas Sarkozy, c'est bien la privatisation d'EDF (et de GDF) qui est à l'ordre du jour (1).

Si nous sommes militants antinucléaires, ce n'est pas seulement parce que la radioactivité est dangereuse : c'est parce que nous voulons construire un monde où seraient respectés l'environnement et les gens qui y vivent. Une société dans laquelle l'intérêt général primerait.

C'est ainsi que nous animons depuis plusieurs mois une campagne d'opinion intitulée "Pour un vrai service public de l'électricité sans nucléaire" (plus de 200 000 documents diffusés). "Sans nucléaire", nous allons y revenir. Mais aussi "Pour un vrai service public". Résolument.

En fin de compte, nos objectifs sont très proches de ceux que vous défendez en tant qu'agents du service public. Aujourd'hui, nous risquons de perdre simultanément sur les deux tableaux : relance du nucléaire ET destruction du service public.

En effet, il apparaît que le gouvernement prépare un étonnant "donnant-donnant" : la construction du réacteur nucléaire EPR en échange de la "casse" de votre statut. Et c'est aux dirigeants de vos principaux syndicats que ce marché est proposé. Accusation dénuée de sens ?

Pourtant, rappelez-vous le référendum interne qui vous a été proposé le 9 janvier 2003 : même le secrétaire général de la CGT-Energie de l'époque (2) vous avait appelés à voter... pour la destruction de votre régime de retraite ! (Cette opération est indispensable dans la perspective de la privatisation d'EDF.)

Heureusement, vous aviez majoritairement repoussé ce piège. Mais le gouvernement Raffarin revient aujourd'hui à la charge. Nous avons besoin du service public, nous avons besoin de vous pour empêcher ce coup de force. De même, nous pensons que vous avez besoin des millions de citoyens qui ne veulent pas se voir imposer le nucléaire.

Contrairement à ce qui est souvent dit, ce n'est pas parce que nous voulons la " sortie " du nucléaire que nous serions vos ennemis. L'expérience menée en Allemagne depuis 2000 montre incontestablement que la mise en œuvre des énergies renouvelables est bien plus créatrice d'emplois que le nucléaire. Qui plus est, il s'agit d'emplois beaucoup plus harmonieusement répartis sur le territoire, et qui n'imposent pas d'être irradié pour gagner sa vie (3).

Nous voudrions tellement que ce soit le service public qui mette en œuvre les plans d'économies d'énergie, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables ! Ces plans sont nécessaires pour, simultanément, sortir de l'impasse nucléaire ET lutter contre le réchauffement climatique.

De toute façon, un plan de sortie du nucléaire ne signifierait pas la disparition des emplois du nucléaire : le temps de fermer toutes les centrales, de les démanteler, etc., il est clair qu'il y aurait largement le temps de "basculer" l'emploi vers les énergies renouvelables.

Pourquoi les dirigeants d'EDF continuent-ils à privilégier le nucléaire, énergie dangereuse et coûteuse, contre l'avis d'une majorité de l'opinion publique ? Un vrai service public, au service du public, devrait avoir comme mission essentielle de favoriser des énergies respectueuses de l'environnement, qui ne mettent pas en danger les générations présentes et futures : il est en effet totalement immoral et irresponsable de léguer le démantèlement des centrales nucléaires à nos descendants, ainsi que des déchets radioactifs qui vont rester dangereux pour des milliers d'années.

De même, où est l'intérêt des usagers lorsque la direction d'EDF pousse à toujours plus de consommation d'électricité (chauffage électrique, climatisation) dans le seul but de justifier la filière nucléaire ? D'ailleurs, prenant acte de votre vote courageux du 9 janvier 2003, la direction d'EDF se consolait dans un communiqué en annonçant triomphalement : "Le jour même de la consultation, EDF est fière d'annoncer que le record de production et de consommation d'électricité a été une nouvelle fois pulvérisé en France (80 200 MW)." C'est la négation même du service public, qui doit produire pour satisfaire les besoins réels et non créer des besoins et des surconsommations pour justifier la production.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle tous les citoyens à se mobiliser contre le processus de privatisation et de destruction du service public. Nous vous proposons de nous rencontrer dès que possible dans les communes, les départements, les régions, afin d'unir nos forces pour, simultanément, sauver le service public et préserver l'environnement

*Le Conseil d'administration du Réseau "Sortir du nucléaire"*

(1) Vous connaissez le processus . D'abord, "c'est juste une ouverture du capital, mais l'Etat reste actionnaire majoritaire". Un peu plus tard : "L'Etat passe sous la barre des 50%, mais il conserve une minorité de blocage". Et un jour, c'est la privatisation totale. Votre statut n'y survivra pas, vous le savez bien.

(2) Il a depuis été "recyclé" comme responsable du développement durable au PCF, d'où il réclame à cor et à cri... la construction du réacteur nucléaire EPR. Quelle surprise !

(3) Une étude réalisée en 2003 pour EDF par le centre de recherche en gestion de l'Ecole polytechnique a montré que "92 % des salariés du nucléaire souhaiteraient quitter le secteur" !



# Vous avez dit service public ?

## Les pratiques d'EDF face aux plus démunis

1 - Pour EDF-GDF, les français ne sont pas des “usagers”, mais des “clients” : exit donc la notion pompeuse de “service public”...

2 - EDF-GDF vend le prix du kWh à perte à l'étranger et ce sont les Français qui payent la différence !

3 - EDF-GDF coupe l'électricité et le gaz aux plus démunis malgré les textes de lois. En effet :

- l'article 136 de la loi, n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,
- les articles 1er et 2-III-1° de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité,
- le décret n°2001-531 du 20 juin 2001 relatif à l'aide aux personnes en situation de précarité pour préserver ou garantir leur accès à l'électricité, précisent qu'un minimum d'énergie (3 kWh) est garanti pour toute personne ou famille en difficulté de paiement de ses factures.

Que fait EDF-GDF dans la pratique pour contourner ces textes ? Elle écrit dans les conditions générales de vente que le minimum d'énergie sera uniquement de 1 kWh (au lieu des 3 kWh prévus par les textes de lois, notamment le décret précité ou même les conventions départementales signées entre EDF-GDF et l'État) si le “client” est absent lors de l'intervention de l'agent EDF-GDF. Et comme par hasard, le “client” est toujours absent lors d'une telle intervention ! Mais savez-vous pourquoi ? C'est parce qu'EDF-GDF agit comme un banquier et facture les déplacements, la mise en service, etc. (des services déjà amortis depuis bien longtemps et dont les “clients” n'ont absolument pas besoin).

Donc les coupures d'électricité aux plus démunis et les frais de mise ou de remise en services rapportent très gros à EDF-GDF : plus de 27 millions d'euros par an, soit 600 000 coupures par an à environ 45 euros de frais pour chacune ! Voilà de belles raisons pour que l'agent EDF-GDF ne “trouve” jamais personne au domicile du “client” le jour de l'intervention, et coupe donc “indirectement” l'électricité en mettant en place la puissance de 1 kWh (qui n'est même pas suffisante pour faire fonctionner un chauffe-eau !).

EDF finance en grande partie ses projets à l'étranger sur le dos des plus démunis, elle a donc intérêt à ce que des coupures d'électricité aient fréquemment lieu.

4 - EDF cause des drames par les coupures d'électricité ; je cite juste deux cas :

- L'affaire de Tours (Indre-et-Loire), révélée par la presse en 2001 de cette petite fille atteinte d'un cancer en phase terminale et pour laquelle les appareils médicaux électriques sont vitaux ; mais malgré cela, EDF lui a coupé l'électricité !
- EDF a été condamnée pénalement à plusieurs reprises pour avoir provoqué une mort suite à la coupure de l'électricité (mort de Jonathan, jugement du Tribunal de Grande Instance de Draguignan du 25 juillet 1996).

*Sébastien Delpuech*



Manifestante allemande lors du départ du tour de France à Fessenheim



"Prises de paroles lors du départ du tour de France à Fessenheim"

# Centrale de Fessenheim : la logique de l'arrêt

Paru dans les dernières Nouvelles d'Alsace  
(5 mai 2004)

Le "Tour de France pour sortir du nucléaire" a démarré le samedi 24 avril à Fessenheim en Alsace, à quelques kilomètres de la **centrale nucléaire la plus vieille de France**. Et ce n'est pas un hasard si ce site a été choisi : pour celles et ceux qui sont convaincus que le nucléaire ne mène qu'à l'impasse, la centrale de Fessenheim accumule depuis trop longtemps tout ce que l'on peut reprocher au nucléaire. Arrêter cette centrale, ce n'est pas une lubie des "nucléophobes" (comme se plaisait à les appeler Mme Bachelot, ex-ministre de l'Environnement), c'est une simple question de logique...

## Prototype ou pièce de musée ?

Couplée au réseau électrique EDF en 1977, la centrale nucléaire de Fessenheim est la plus ancienne de France encore en activité. Prévue à l'origine pour durer une vingtaine d'années, les deux réacteurs de cette centrale font partie d'une première série qui n'en a compté que six avant que des modifications importantes, tant du point de vue de la conception que des équipements utilisés ou même de l'enceinte de protection, ne soient installées sur les 52 autres réacteurs français. Le résultat est qu'aujourd'hui, les deux réacteurs de Fessenheim et les quatre du Bugey obéissent à des procédures de fonctionnement particulières, exigent des pièces de rechanges qui ne sont plus standards, et demandent des formations spécifiques aux opérateurs pour six réacteurs sur les 58 que compte le parc français, avec les risques d'erreur que cela

peut impliquer. En outre, compte tenu de l'âge de Fessenheim, le recours moindre à un contrôle informatisé laisse une possibilité plus grande à l'erreur d'appréciation humaine, ainsi que l'ont montré plusieurs incidents (portes de bâtiment réacteur laissées ouvertes, mauvais contrôle de remplissage de cuve ...).

## Une sûreté à géométrie variable ?

Ce n'est un secret pour personne : la centrale de Fessenheim souffre de deux défauts de naissance irréparables : elle est placée en contrebas du grand canal d'Alsace, et dans une région à sismicité avérée. Les récents séismes de St Dié (février 2003) et Besançon (février 2004) sont là pour le rappeler.

En théorie, la centrale de Fessenheim est conçue pour résister à un séisme important. Il n'en reste pas moins qu'à chaque visite appro-

fondie, de nouveaux travaux sont entrepris afin d'améliorer la tenue sismique de la centrale. Sans compter le coût induit par ces modifications et l'arrêt nécessaire du réacteur durant ces travaux, il y a de quoi se poser sérieusement la question de savoir si ces travaux anti-sismiques à répétition sont inutiles, compte tenu de la solidité, ou si ces améliorations sont nécessaires, montrant par là que le degré de protection actuel est encore insuffisant.

Reste que l'attitude de la direction de la centrale, refusant absolument toute nouvelle étude sismique, étude pourtant réalisée par l'Université et financée par le Conseil général du Haut-Rhin, a de quoi intriguer, sinon inquiéter...



Centrale nucléaire de Fessenheim

## Une centrale désormais inutile

Les 58 réacteurs nucléaires français correspondent à une production totale de 62 400 MW, représentant près de 85% de la production d'électricité du pays. Chaque réacteur de la centrale de Fessenheim (900 MW) représente donc 1,44 % de la production d'électricité d'origine nucléaire du pays. D'un autre côté, la Direction Générale de l'Énergie et des Matières Premières (DGEMP) reconnaît que *"la surcapacité du parc nucléaire par rapport à la consommation intérieure française est de l'ordre de 5000 à 6000 MW"* (Rapport de l'Office parlementaire des choix scientifiques et technologiques - 1999).

Arrêter la centrale de Fessenheim correspondrait en tout cas à une diminution de moins de 3% de la production française d'électricité d'origine nucléaire, soit moins de 2,5% de la totalité de l'électricité française. A l'heure où EDF, à grand renfort de publicité, veut nous apprendre à consommer mieux et moins, ne serait-il pas temps de donner l'exemple?

## Une hérésie financière

Selon les chiffres avancés par EDF, chaque réacteur de Fessenheim produit par la vente de l'électricité de l'ordre de 152 000 € (1 million de Francs) par jour de production. Chaque jour d'arrêt représente donc un manque à gagner, auquel il faudra ajouter les frais propres de travaux ou de maintenance.

En 1999, la visite décennale du réacteur n°1 de Fessenheim a représenté un arrêt de 5 mois et un coût d'environ 100 M€. Le calcul est simple : depuis cette visite décennale, le réacteur devra fonctionner durant environ 800 jours -plus de deux ans- pour simplement compenser ces dépenses. Mais durant l'année 2002, le changement de générateurs de vapeur sur ce même réacteur (7 mois d'arrêt pour un coût de 106 M€) a entraîné un nouveau manque de quelque 132 M€, représentant l'équivalent de 870 jours de production.

La conclusion s'impose d'elle-même : ce réacteur fonctionne à perte depuis plus de quatre ans (au moins...)

Et compte tenu de l'allongement des périodes d'indisponibilité (allongement des durées prévues de travaux, incidents...), il est certain que les deux réacteurs de Fessenheim sont engagés dans une spirale financière qui le mène à une production à perte ne représentant même plus les coûts de maintenance et de réparation.

## La dérive inquiétante de la sûreté

Le 24 janvier dernier, suite à la fermeture intempestive d'une vanne due à une erreur manifeste de procédure, une mauvaise analyse des événements et un manque de préparation face à une situation accidentelle ont mené à la contamination de huit personnes. Par la suite, quatre autres agents ou prestataires ont été contaminés dans des circonstances peu claires, et lors de la préparation du rechargement du combustible - opération pourtant routinière -.

Au total, en l'espace de moins de quatre mois, ce sont quelques sept incidents qui ont été déclarés à l'Autorité de Sûreté Nucléaire, et qui ont entraîné pour la première fois la contamination de douze personnes. Un record dans l'histoire du nucléaire civil en France !

Plus récemment, lors d'une inspection, les agents de la DRIRE ont constaté que *"la propreté du bâtiment réacteur n'était toujours pas satisfaisante... sacs de déchets non évacués après un chantier, entreposage anarchique de divers matériaux..."* (Lettre d'inspection du 29 mars 2004, publiée sur le site de l'Autorité de Sûreté Nucléaire)

Au même moment est rendue publique une directive interne d'EDF exigeant une diminution des coûts de maintenance des centrales de quelque 200 M€. C'est au moment où les centrales vieillissantes, comme celle de Fessenheim, nécessitent



Brochure pédagogique pour collégiens, lycéens et pour tous...

### LE NUCLÉAIRE : TABOU ?

Tchernobyl, le nucléaire en France, les déchets nucléaires, les petites doses de radioactivité, le nucléaire militaire, la possibilité de sortir du nucléaire : voilà un ouvrage pédagogique très bien réalisé. Antinucléaire ? Pas vraiment. Simplement, il permet de comprendre la réalité du nucléaire, ce qui suffit à se faire une idée. Néanmoins, les arguments officiels sont présents, tout comme ceux des opposants.

Voilà qui devrait trancher avec les dizaines de brochures et autres kits "pédagogiques" de pure propagande pro-nucléaire qui inondent les CDI et bibliothèques des établissements scolaires...

BT2 "Le nucléaire : tabou ?" (Presse Edition du Mouvement Freinet - Septembre 2003) - Niveau : Collège, lycée - Unité : 10 euros (port compris).

A commander au Réseau "Sortir du nucléaire" - 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".

une vigilance accrue et un renforcement des moyens d'intervention que l'on constate une dégradation de la politique de sûreté.

Après plus de vingt ans, l'état de dégradation de la centrale de Fessenheim est normal. Ce qui l'est moins est le recul désormais trop évident de la sûreté. Ce qui serait coupable serait de ne pas en tirer la conclusion qui s'impose : il est temps de tirer le rideau sur cette vieille centrale, avant qu'il ne soit trop tard... ou trop coûteux de l'entretenir pour un bien trop faible gain.

Jean-Marie Brom

Directeur de recherche au CNRS - Membre du GSIEN - Porte parole du Réseau "Sortir du Nucléaire" - Expert auprès du Comité Local de Surveillance de Fessenheim

## En bref !



### La sûreté nucléaire nous remercie !

L'arrêté interministériel de Cruas a été publié au Journal officiel le 7 novembre 2003, après avoir été bloqué sur des bureaux ministériels pendant plus de deux ans - merci au Réseau d'avoir débloqué les choses grâce à ses actions sur la centrale du Blayais.

*C. H. (Responsable au sein de l'autorité de sûreté nucléaire)*

Note du Réseau : après trois ans de fonctionnement illégal, les centrales nucléaires de Gravelines et de Cruas ont vu leurs nouveaux arrêtés interministériels de rejets publié au Journal officiel le 7 novembre 2003. La DRIRE Rhône-alpes s'est félicité dans un mail qui nous a été adressé (lire ci-dessus) de se soudain réveiller des services ministériels... qui s'explique facilement : le Réseau "sortir du nucléaire", par l'intermédiaire de son association girondine Tchernoblaye, a attaqué en justice la centrale nucléaire du Blayais qui a aussi fonctionné en l'absence d'autorisations de rejets. Cruas et Gravelines étaient les suivantes sur la liste !

### Ca fait toujours plaisir

Message reçu au Réseau de Monseigneur Jacques Gaillot (évêque de Partenia) :  
<merci pour tout ce que vous faites.>



*Pinocchio en VRP lors de la manifestation à Paris le 17 janvier 2004*

Photo : Weck

# Anne Lauvergeon, la femme qui volait 6 milliards

**Anne Lauvergeon va nous coûter très cher. La puissante PDG d'Areva a donné ses ordres au gouvernement français : EDF, avec l'argent de nos factures, doit acheter un réacteur nucléaire EPR.**

Justement, ça tombe bien, c'est Areva qui doit fabriquer ce joujou ! Coût : 3 milliards d'euros. Peu importe que la France n'ait aucunement besoin de nouveaux moyens de production d'électricité, l'essentiel semble être d'empêcher tout investissement dans les énergies renouvelables et, simultanément, de "doper" la carrière de la dame.

Une seconde information tout aussi importante, tant sur le plan industriel que financier, est passée presque inaperçue : le 26 novembre 2003, Mme Lauvergeon a annoncé la construction d'une nouvelle usine de préparation du combustible nucléaire, plus précisément d'enrichissement de l'uranium. Coût : là aussi, 3 milliards d'euros. Une paille !

## 3 milliards + 3 milliards = une paille ?

Actuellement, les barres d'uranium enrichi qui servent dans le cœur des réacteurs nucléaires français sont préparées dans la Drôme, à Eurodif, usine voisine de la centrale nucléaire de Tricastin... dont elle absorbe quasiment toute la production ! Eurodif, rebaptisée "Georges Besse" en 1986, doit fermer ses portes en 2012. Il faut prendre la mesure de l'événement : avec son annonce, Anne Lauvergeon a tout simplement signifié qu'elle avait, à elle seule, tranché le débat de société sur le nucléaire : construire une nouvelle usine de combustible, cela revient bien à décider que le nucléaire va continuer en France, quoi qu'en pensent les citoyens ! Certes, l'uranium enrichi s'exporte, mais le marché français est bien le premier débouché d'Eurodif.

L'ancienne "sherpa" de François Mitterrand a pris quelques précautions, avec un cynisme digne de son ancien mentor : pour faire son annonce, elle a choisi le jour du choix du site européen candidat pour recevoir le réacteur ITER (fusion nucléaire). Flash-back : *"Les Quinze doivent trancher, mercredi 26 novembre, entre Cadarache (Bouches-du-Rhône) et Vandellòs (Catalogne) pour proposer un site d'accueil de la machine expérimentale face à la candidature japonaise. Ce projet nécessitera un investissement de 10 milliards d'euros sur trente ans."*

Rappelez-vous, c'était la folie médiatique : *"Le soleil domestiqué à Cadarache", "La puissance des étoiles maîtrisée", etc.*

## Une annonce d'une importance fondamentale

On n'entendait parler que de ça. Mme Lauvergeon pouvait être sûre que son annonce allait passer inaperçue, alors qu'elle a une triple signification, d'une importance pourtant fondamentale :

- La PDG d'Areva a décidé à elle seule la relance du nucléaire.
- L'enrichissement de l'uranium par "diffusion gazeuse", technique utilisée depuis 20 ans par Eurodif, est abandonné : trop cher, trop de consommation d'électricité. Encore un fiasco que nous avons financé !
- La technique retenue pour la nouvelle usine est la "centrifugation", alors que 5 milliards de francs ont été investis depuis dix ans pour mettre au point l'enrichissement "par laser". Encore un fiasco que nous finançons... et que nous risquons bien de continuer à financer malgré tout : en ce 15 janvier 2004, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) communique : *"Enrichissement de l'uranium : le laser n'a pas dit son dernier mot ! (...) En France, un plan de recherche sur 4 ans a été décidé en 2000 dans le but de réaliser, sur le site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de Pierrelatte, un démonstrateur intégré à l'échelle représentative du procédé Silva (Séparation isotopique par laser de la vapeur atomique). Ce programme a pu démontrer la faisabilité et le potentiel technique du dispositif. Quelque 200 kg d'uranium enrichi à teneur isotopique significative ont notamment été produits en novembre 2003, avec environ une tonne d'uranium appauvri obtenue en parallèle. A l'avenir, il est fort probable que le procédé d'enrichissement par laser bénéficie d'évolutions dans les domaines des lasers industriels et de l'optique qui permettront de confirmer ses capacités."*

De toute évidence, nous n'avons pas fini de payer, très cher, les dérives technologiques du lobby nucléaire. Ces sommes s'ajoutent aux 6 milliards d'euros que Mme Lauvergeon s'apprête à voler aux citoyens : 3 milliards pour l'EPR, et 3 milliards pour... "Georges-Besse 2". Car la nouvelle usine d'enrichissement d'uranium portera elle aussi le nom de l'ex-Pdg de Renault. Au fait, pourquoi cet hommage ?

Rendez-vous à l'article suivant (page 24) pour découvrir un des plus dramatiques scandales du nucléaire français...

Stéphane Lhomme

## En bref !

### La plus grande centrale solaire au monde sera construite près de Leipzig (Allemagne)

La plus grande centrale mondiale d'énergie solaire, selon ses concepteurs, verra le jour fin juillet au sud de Leipzig (est). Cette centrale, composée de 33.500 panneaux solaires, devrait produire cinq mégawatts/heure, de quoi alimenter en électricité 1.800 foyers, ont annoncé les sociétés Shell Solar, basée à Munich (sud), et GEOSOL, basée à Berlin. "Cela permettrait de réduire le dioxyde de carbone de 3.700 tonnes par an", ont ajouté les concepteurs de la centrale. L'Allemagne est actuellement le deuxième producteur mondial d'énergie solaire derrière le Japon.

Source : 19 janvier 2004 - AFP

### Relaxe d'un militant anti-nucléaire qui s'était assis sur un képi de gendarme

Un militant anti-nucléaire alsacien, poursuivi pour avoir résisté à un gendarme lors d'une manifestation en 2002 contre le passage d'un train de déchets nucléaires et avoir "dégradé légèrement" un képi en s'asseyant dessus, a été relaxé mercredi par le tribunal correctionnel de Strasbourg. Il avait également reconnu avoir refusé de parler en français aux gendarmes.

"Que je parle dans ma langue régionale (l'alsacien) à la police chez moi, c'est normal. Qu'ils ne me comprennent pas, ce n'est pas normal", avait-il commenté, soutenu par un comité d'une dizaine de personnes.

Source : 04 février 2004 - AFP

### Le poids du Réseau

A l'association Rhône-Alpes sans nucléaire, nous assistons régulièrement aux conférences de la Société Française de l'Energie Nucléaire (SFEN). Il est intéressant de constater que cette année, pour la première fois, le conférencier a commencé son exposé par un avertissement au public prétendant que le Réseau Sortir du nucléaire n'est pas toujours bien informé : signe positif d'une reconnaissance du réseau en tant qu'interlocuteur de poids sur la scène du nucléaire.

Mireille



Photo: Weck

Manifestation du 17 janvier 2004 - Paris

## Giscard, Chirac, Mitterrand, Shah d'Iran, Khomeyni, Saddam Hussein... et le nucléaire français

**Centre nucléaire de Marcoule (Gard) le 28 juin 1974 : le tout fraîchement élu Président de la République française, un certain Valéry Giscard d'Estaing, et son premier ministre Jacques Chirac reçoivent le Shah, souverain du riche Iran.**

Quelque temps plus tard, un accord est conclu pour financer la construction d'Eurodif, usine d'enrichissement d'uranium, absolument indispensable pour alimenter les 58 réacteurs nucléaires que la France va construire !

L'Iran prend 10% des parts de l'usine et prête un milliard de dollars au Commissariat à l'énergie atomique. En échange, la France s'engage à fournir à l'Iran 10% de la production d'uranium enrichi. Jamais avarés d'une bonne plaisanterie, Valéry et Jacques prétendent qu'il n'y a là que commerce de technologie civile. Le Shah d'Iran ne cache pas, lui, que l'accord prévoit aussi une aide pour lui permettre d'acquérir la bombe atomique et simultanément le statut de grande puissance régionale. Patatras ! Les USA, bienveillants jusque-là, changent d'avis et aident la révolution islamique à renverser le régime.

### Les événements s'enchaînent alors :

- 5 février 1979 : l'ayatollah Khomeyni arrive à Téhéran grâce à un avion affrété par la France, où il vivait depuis des années.
- avril 1979 : le premier ministre français, Raymond Barre, inaugure Eurodif.
- septembre 1980 : l'Irak de Saddam Hussein envahit l'Iran.

Or, la France ne veut plus respecter ses engagements et livrer de l'uranium enrichi à Khomeyni. Simultanément, elle fournit massivement l'Irak en armes conventionnelles. Pire : depuis 1974, la France aide Saddam Hussein à acquérir l'arme atomique. Dès septembre 1974, un certain Jacques Chirac, premier ministre, rencontre Saddam Hussein. Ce dernier vient en septembre 1975 à Paris pour une visite officielle qui comprend la visite du site nucléaire de

Cadarache. Un accord franco-irakien est signé le 18 novembre 1975. Si Saddam Hussein n'a pas réussi à fabriquer de bombes atomiques, ce n'est pas à cause de la France, qui n'a pas ménagé ses efforts pour aider le dictateur ! Mais, au début des années 80, personne ne sait si Saddam va réussir ou échouer. En pleine guerre contre l'Irak, c'est insupportable pour l'Iran qui, logiquement, exige de la France qu'elle respecte ses engagements: fourniture d'uranium enrichi et remboursement d'un milliard de dollars.

De 1983 à 1986, des bombes explosent dans de grands magasins parisiens. Des journalistes sont enlevés au Liban. Aux citoyens, on explique que de méchants islamistes veulent du mal à la civilisation occidentale, et on cache la responsabilité écrasante du lobby nucléaire.

Le 17 septembre 1986, la France verse 330 millions de francs à l'Iran et, simultanément, le journaliste Marcel Carton est libéré. Mais, toujours le même jour (oui, vous lisez bien : le même jour ! Quel hasard !), le PDG de Renault, Georges Besse, est assassiné par Action directe. Certes, il s'agissait certainement de la part de cette organisation de "punir un grand patron". Mais, semble-t-il, Action directe était manipulée : l'Iran exigeait de la France l'application de la partie nucléaire de l'accord passé du temps du Shah. Or Georges Besse n'était PDG de Renault que depuis quelque temps. Auparavant, il était tout simplement...l'homme qui avait dirigé la construction et les premières années de fonctionnement de l'usine Eurodif ! Est-il besoin d'en rajouter ?

6 mai 1988 : entre les deux tours de l'élection présidentielle, le premier ministre Jacques Chirac assure l'Iran de "garanties politiques sur l'octroi sans restrictions par le gouvernement français de licences d'exportation d'uranium enrichi". Les otages français au Liban sont "miraculeusement" libérés. Mitterrand, Chirac, Giscard, Barre personne n'a dit la vérité aux français ; les petites aventures du lobby nucléaire français nous coûtent cher. En argent, et en sang.

Mme Lauvergeon n'en a cure. Avec le plus grand des mépris, elle a décidé de faire construire une nouvelle usine d'enrichissement d'uranium, et de l'appeler... "Georges Besse 2". Il faudrait savoir ce qu'en pensent les survivants des attentats des années 80 à Paris et les familles des victimes. Mais la PDG d'Areva se veut rassurante : l'Iran ne sera pas actionnaire de cette nouvelle usine. On oublie tout et on repart pour cent ans de nucléaire ?

Stéphane Lhomme



## Fraîcheur sans clim', le guide malin des alternatives écologiques

**A**près la canicule de l'été dernier et avant les prochaines canicules, voici un livre qui tombe à pic. Comment se rafraîchir sans avoir forcément recours au climatiseur ?

En effet, si la climatisation est "bardée" de toutes les vertus par ses promoteurs, sa banalisation a, en fait, de nombreux impacts négatifs sur l'environnement : air intérieur mal maîtrisé et risque de légionellose, équipements le plus souvent bruyants et peu esthétiques, effet de serre et destruction de la couche d'ozone par les fluides réfrigérants, émission et génération de déchets lors de la production d'électricité, consommation de ressources fossiles, fragilisation du réseau électrique... et la climatisation automobile n'est pas en reste : forte consommation de carburant, émissions de fluides, augmentation des précurseurs de l'ozone les jours de grande chaleur.

Bien entendu, il ne s'agit pas de supprimer la climatisation sans discernement : elle est indispensable pour de nombreux locaux industriels et pour des usages bien spécifiques. Mais pour vivre au frais à la maison, il existe d'autres solutions.

Avant de diminuer la chaleur en produisant du froid, il s'agit d'adopter une stratégie simple et de bon sens : ne pas laisser entrer le rayonnement solaire ou la chaleur, diminuer les sources de chaleur intérieures, profiter de la fraîcheur nocturne et de l'inertie, adapter notre corps et notre mode de vie aux variations du climat.

Puis il faut rechercher des solutions à faible impact : brasseurs d'air, ventilation nocturne, rafraîchissement par évaporation ou par rayonnement, puits provençal. Et si cela reste vraiment nécessaire, climatiser en utilisant des techniques à faible impact énergétique et environnemental.

Ce livre très pratique s'adresse à tous, que l'on vive en appartement ou en maison individuelle, que l'on soit locataire ou propriétaire, campagnard ou citadin.

Ce livre de 160 pages est à commander au Réseau "Sortir du nucléaire", 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04. Unité : 22,50 euros (port compris). Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire".

## La clim vous rafraîchit en réchauffant la planète

### Rejetée dans l'atmosphère, la chaleur aggrave encore la pollution

(Article paru dans Libération le 8 août 2003)

**S**ans le savoir, les adeptes de la climatisation participent à l'inexorable réchauffement climatique. Jean-Louis Plazy, directeur adjoint de l'air et des transports à l'Ademe<sup>(1)</sup>, est bien embêté. "Pour faire du froid, il faut absorber de la chaleur dans la pièce à rafraîchir, et la rejeter quelque part." Et ce quelque part, c'est notre atmosphère. Selon le bon vieux principe du "rien ne se perd, rien ne se crée", lorsqu'on retire des calories d'une pièce ou d'une voiture, on les transfère ailleurs, c'est-à-dire à l'extérieur. Un phénomène bien connu des cyclistes qui pédalent à côté de voitures climatisées.

C'est un fluide réfrigérant qui joue le rôle du transporteur de calories. Les fluides sont principalement des hydrofluorocarbones, les HFC, des gaz qui, une fois relâchés dans l'atmosphère, ont un pouvoir réchauffant très fort. "Les systèmes par compression fuient toujours un peu, notamment dans les bâtiments en fin de vie." Par comparaison, quand un gramme de HFC est délivré dans l'air, cela correspond à 1 300 grammes de CO<sub>2</sub>. Les chercheurs travaillent donc actuellement à des systèmes à base de dioxyde de carbone, 1300 fois moins réchauffant, mais aucun produit ne sera prêt avant des années. Et, à ce moment-là, que fera-t-on du parc déjà équipé en clim HFC ?

Aujourd'hui, les bâtiments neufs intègrent un système réfrigérant dans les locaux en dépit du fait qu'il augmente la consommation d'électricité de 20 % à 50 % selon les surfaces.

Autre cauchemar pour la planète : la climatisation automobile. Celle-ci est devenue incontournable : 3 véhicules sur quatre en sont équipés aujourd'hui, et neuf sur dix le seront en 2010. Du fait de leur conception, les climatisations installées sur les voitures fuient beaucoup et rejettent beaucoup de HFC. Défaut supplémentaire, elles coûtent cher : du fait de leur poids, les climatisations augmentent la consommation des véhicules en carburant de 20 % à 30 %.

Seule option pour prévenir les méfaits de ces outils rafraîchissants : ne pas les utiliser. Un effort à fournir inadmissible pour la plupart des gens. "Il va falloir s'adapter aux fortes températures et y mettre du sien pour ralentir le réchauffement climatique : se déplacer avec les transports en commun au maximum, ne pas acheter de véhicule climatisé, même si cela devient impossible. Imaginez qu'en Inde et en Chine, bâtiments et véhicules commencent à être climatisés...", déplore Olivier Louchard, membre du Réseau Action Climat (RAC). Les malheureux militants n'ont pas d'alternatives réjouissantes. "Quand on a connu ce confort, on ne revient pas en arrière. Pourtant, il le faudrait, pour les générations futures."

Laure Noualhat

(1) Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)  
Tél. 0810 060 050

# BedZED : le premier éco village est né

## Une consommation énergétique diminuée de 70 %

autrement

En Angleterre, des promoteurs engagés dans le développement durable ont pour la première fois créé un village écologique pilote, sans recours aux énergies fossiles et sans rejet de CO<sub>2</sub>. Une expérience passionnante qui, de la Suisse à l'Afrique du Sud, s'exporte déjà.

En France, sous l'impulsion du WWF, des programmes d'HLM devraient suivre ce modèle.

**A** l'heure où, en France, on alerte de plus en plus les collectivités sur le changement climatique, une expérience pilote menée en Grande-Bretagne apporte la preuve que mettre en pratique le développement durable à l'échelle d'une ville est possible. En 2000, un village écologique, comprenant 82 logements et 2 300 m<sup>2</sup> de bureaux et commerces, a vu le jour dans la banlieue sud de Londres, à Sutton.

Surnommé Bedzed (pour Beddington Zero Energy Development), cet éco-village, unique en son genre, veut démontrer que *"l'habitat peut être pensé et construit sans dégrader l'environnement."*

Pour atteindre cet objectif, les concepteurs de Bedzed semblent avoir réalisé une gigantesque analyse de cycle de vie (ACV), qui consiste à évaluer l'impact environnemental de la vie d'un produit, depuis sa réalisation jusqu'à sa mise au rebut... ou son recyclage.

Mais si, habituellement, on établit le bilan d'un pneu ou d'une télévision, dans le cas de BedZED, c'est toute la vie d'un village (construction des logements, besoins en ressources énergétiques, déplacements, activités professionnelles, vie sociale, gestion des déchets...) dont l'impact environnemental, économique et social a été pensé et évalué. Pour aboutir à l'éco conception de ce lieu de vie d'un nouveau genre.

### Avoir recours au maximum aux ressources locales

Le premier principe durable appliqué à BedZED est celui de la "boucle locale" : avoir recours au maximum aux ressources locales, à la réutilisation et au recyclage (transports limités, développement économique local renforcé et identité culturelle préservée).

Ici, 90 % des matériaux proviennent de moins de 50 km à la ronde



Photo : Pierre Virageux

Eolienne à Avignonnet (11)

(bois certifiés) et sont souvent recyclés (anciens rails de chemin de fer...). Le design des logements est pensé en terme d'efficacité énergétique et de qualité de vie : isolation renforcée, ensoleillement maximum, terrasses et jardinet, système de ventilation avec récupération de la chaleur... Le recours aux énergies renouvelables et l'optimisation des ressources naturelles font du projet BedZED un formidable exemple grandeur réelle de ce que peut être l'usage raisonné en matière de ressources : récupération des eaux de pluie pour les toilettes, énergie électrique et thermique fournie par la biomasse (bois de récupération), la chaleur récupérée et les panneaux photovoltaïques situés sur les façades. Cette électricité produite permet même de recharger à 100% des véhicules électriques mis à la disposition commune des habitants. Les déplacements sont réduits, puisque des espaces de travail sont proposés, que des commerces de proximité ont été créés et qu'existe un système de livraison de produits frais provenant de la région. En fin de compte, cette rationalisation permet à BedZED de réduire de 50 % son empreinte écologique. Pour donner un ordre de grandeur, comparativement à des habitations classiques, le chauffage est réduit de 90 %, la consommation totale énergétique de 70 %, et le volume des déchets de 75 %.

## Habitat durable "facile, abordable et attractif"

BedZED a été conçu par la Fondation Peabody, la plus importante organisation caritative de Londres consacrée à l'habitat, en collaboration avec le Groupe de développement BioRegional, groupe environnementaliste très actif, et l'architecte Bill Dunster, réputé pour l'intérêt qu'il porte aux maisons solaires. Un trio aux desseins à la fois simples et ambitieux, comme l'expliquent Jean-Paul Jeanrenaud, du WWF international, association ayant soutenu le projet dès le départ, et Pooran Desai, directeur de BioRegional :

*"(...) Faire du concept de durabilité quelque chose de facile, d'attractif et de moins cher. L'objectif global était de permettre aux gens de vivre d'une manière durable dans une empreinte écologique de deux hectares, soit l'espace environnemental moyen disponible par personne dans le monde. Et ce, sans pour autant sacrifier le confort et les avantages liés à un style de vie moderne et mobile."*

Un pari gagné, semble-t-il, car BedZED n'est pas réservé à une élite "bobo" ou à des militants extrémistes. Plus de la moitié des logements ont été réservés par la Fondation Peabody à des familles à faibles revenus, et les habitations ont été vendues à un prix égalant ceux du marché traditionnel, le surcoût de certaines installations étant comblé par les revenus fournis par les activités de commerce et de bureaux développés dans BedZED. Le confort moderne n'est pas sacrifié : baignoire, et non douche dans les salles de bain, four et cuisinières électriques, machine à laver individuelle... Le village est par ailleurs doté de lieux de vie communautaires : centre de santé, club sportif, terrain de jeux, garderie, cafés, restaurants...

## Importer l'approche de ce village en France

BedZED a été primé en juillet 2000 par l'Institut Royal des Bâisseurs et des Architectes (IRCA) et va servir d'inspiration au programme de logement prévu par le gouvernement anglais (1 million de logements sur 10 ans !). L'Afrique du Sud, la Chine ou encore le Portugal nouent des partenariats pour des programmes de construction.

*"L'ensemble des régions anglaises s'est engagé dans un calcul de leur empreinte écologique et la construction de scénarios macro, et un réseau mondial est en train de se constituer pour mettre en place des sites*

*pionniers vivant selon les principes de durabilité démontrés à BedZED", se félicite Thanh Nguiem, membre bénévole de la direction générale du WWF, à l'origine d'une structure franco-britannique pour importer l'approche de BedZED dans l'Hexagone.*

En France, le WWF, très enthousiaste, se réjouit déjà de programmes de réhabilitation et de construction d'HLM selon les critères durables de BedZED, en partenariat avec des entreprises (Caisse d'épargne, Nature & Découvertes...) et de grandes villes intéressées (Nantes, Lyon, Lille...).

Sylvie Touboul  
(Novethic)



## Le guide de l'habitat écologique

Un guide complet : 2000 adresses et contacts en habitat sain et énergies renouvelables, des centaines d'astuces et de conseils en écoconstruction, une aide à la réflexion écologique et aux choix durables. Deux ouvrages en un : un texte explicatif sur l'habitat écologique et un annuaire des professionnels de l'écoconstruction.

*Livre format "poche", 1344 pages, 21,50 euros (port compris). A commander au Réseau "Sortir du nucléaire",  
9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04  
Chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire"*

## En bref !

### Le chauffage électrique banni...

Le nouveau contrat de plan de la Communauté urbaine de Lyon prévoit de supprimer le chauffage électrique de tous ses logements sociaux (près de 110 000). Et tous les nouveaux logements sociaux subventionnés devront être qualifiés HQE (Haute Qualité environnementale)... Un exemple à suivre.

### Espagne : vers la sortie du nucléaire !

Le nouveau chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, s'est montré à nouveau favorable au développement d'"énergies alternatives" pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et à l'abandon progressif de l'énergie d'origine nucléaire.

M. Zapatero, leader du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et vainqueur des législatives du 14 mars, s'exprimait lors de son discours d'investiture comme chef du gouvernement au Congrès des députés.

Sources : AFP - 15/04

### Allemagne : cinq centrales nucléaires devraient fermer

L'agence allemande de sûreté nucléaire (BfS) souhaite la fermeture de cinq des 18 centrales atomiques car elle juge que ces sites ne sont pas suffisamment protégés pour parer à un éventuel attentat similaire à ceux perpétrés le 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. Wolfram König, président de la BfS, a estimé que des doutes existaient quant à la capacité de ces centrales à supporter le choc provoqué par l'écrasement d'un avion précipité sur elles. "Les cinq opérateurs n'ont pas pris les responsabilités qu'ils devaient prendre après le 11 septembre", a-t-il dit.

Berlin, 21 février 2004 (Reuters)



Photo : André Paris

De nombreux jeunes lors de la manifestation du 17 janvier 2004 à Paris

# Marché noir du nucléaire L'ONU dépassée par l'ampleur du trafic

**Un coup de tonnerre. C'est l'effet produit par le repentir du "père de la bombe" pakistanaise sur l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'agence spécialisée de l'ONU établie à Vienne. Les aveux du docteur Khan concernant l'existence d'un "marché noir" international de la prolifération nucléaire sont venus étayer les déclarations récentes de la Libye à l'AIEA. (Le Figaro - 11 février 2004 )**

## Stupéfiantes révélations

**S**oucieux d'un retour en grâce sur la scène internationale, le colonel Mouammar Kadhafi avait autorisé ses ingénieurs à faire de stupéfiantes révélations aux inspecteurs onusiens : dans le cadre d'un trafic beaucoup plus développé qu'on ne l'imaginait, les plans, les schémas, les pièces détachées, les conseillers du programme nucléaire libyen provenaient de trois continents différents au moins. Un réseau dense de fournisseurs industriels européens, asiatiques, sud-américains, des entreprises malaisiennes, japonaises, allemandes et espagnoles, comme le révélait le quotidien *El País* dans son édition de lundi. Dubaï, dans les Emirats arabes unis, a été identifié comme la plaque tournante du trafic de composants destinés au processus d'enrichissement de l'uranium.

Face à ces révélations en cascade, le directeur de l'AIEA, Mohamed ElBaradei, l'humeur sombre, n'a pas mâché ses mots. *"Le Dr. Khan est pour nous la partie émergée de l'iceberg. (...) Il ne travaillait pas seul (et) il nous faut aller à présent jusqu'au bout. Nous devons savoir qui produisait les centrifugeuses."* Ces instruments servent à

fabriquer de l'uranium hautement enrichi destiné aux bombes nucléaires. L'affaire a choqué l'Agence de Vienne. Si certains renseignements étaient connus de manière parcellaire des services de renseignement occidentaux, c'est l'ampleur du trafic et le nombre d'intervenants qui surprend. Le faisceau d'informations en provenance d'Islamabad et de Tripoli devrait entraîner l'AIEA dans un gigantesque travail d'investigation planétaire : l'Europe, l'Amérique du Sud et *"certains pays d'Asie, dont on ne soupçonnait jusqu'alors pas les compétences en matière de technologie nucléaire"*, note un diplomate occidental.

A la lumière de ces développements, les inspections en Iran pourraient, elles, prendre un nouveau tour. Il faut s'attendre à *"des questions plus pointues, des visites plus ciblées"*, note un diplomate occidental. A quinze jours de la remise du rapport des inspecteurs sur l'Iran au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, les Etats-Unis, eux, marchent sur des œufs. *"Il est fort probable que, grâce au même réseau de fournisseurs, l'Iran ait acquis les mêmes compétences que la Libye en matière nucléaire. C'est pourquoi la pression doit rester forte sur ces deux pays"*, estime-t-on du côté américain.

## Comment trouver une aiguille dans une meule de foin

L'AIEA doit relever un défi qui, peut-être, la dépasse. Les transferts de technologie en cause proviennent d'industries de pointe, qui exportent des biens dits "à double usage", à vocation civile mais pouvant faire l'objet d'applications militaires. C'est le cas dans le domaine de la métallurgie, de l'exploitation de gaz, mais aussi du nucléaire. *"Concrètement, cela signifie que nous ne cherchons plus des missiles assemblés et dissimulés dans des cales de bateaux, mais des pièces parfois extrêmement petites, pouvant servir à de nombreux usages civils"*, remarque un expert à Vienne.

Face au danger mondial de prolifération nucléaire, l'AIEA prône une révision commune du système de contrôle de ces exportations "sensibles", et certainement une "responsabilisation" des pays dernièrement mis en cause. Sans guère plus d'espoir que de trouver une aiguille dans une meule de foin.

Maurin Picard

# Confusion nucléaire avec l'élargissement de l'Europe à l'Est

(Article paru dans le journal New Scientist du 28 avril 2004)

Samedi 1er mai, dix pays ont rejoint en fanfare l'Union européenne. Leur appartenance à cette alliance exclusive va, du moins espèrent-ils, leur apporter la stabilité, la prospérité grâce à l'intégration économique, politique et sociale avec leurs voisins.

Ce qui a moins retenu l'attention, c'est qu'ils vont rejoindre le plus grand club nucléaire mondial. En effet, l'Europe est liée par l'engagement de développer une puissante industrie nucléaire capable de fournir l'électricité nécessaire à l'élévation du niveau de vie de ses citoyens.

## Un traité Euratom qui devrait être abandonné

Cet engagement est basé sur le traité Euratom, vieux de 47 ans, que beaucoup considèrent comme anachronique, contradictoire et qui devrait être abandonné. Pourtant, ce traité, qui établit la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, n'est vraisemblablement pas sur le point de disparaître. Ce sera au contraire le seul traité préexistant au traité de l'Union européenne qui sera conservé avec la Constitution Européenne naissante.

La décision de l'Europe de maintenir le statu quo sur l'énergie nucléaire éclaire la confusion au cœur de sa politique sur cette énergie. Une confusion qui va maintenant s'intensifier.

En effet, tandis que cinq des nouveaux membres qui n'ont pas de centrale nucléaire (Pologne, Estonie, Lettonie, Malte et Chypre), vont être légalement contraints d'en promouvoir le développement, certains des autres pays seront confrontés à l'exigence contraire.

La Slovaquie, la Hongrie, la Lituanie et la République Tchèque comptent sur l'énergie nucléaire pour répondre à leurs besoins énergétiques, mais deux de ces pays sont déjà soumis à d'intenses pressions de la part des pays de l'Union européenne pour fermer leurs vieux réacteurs de modèle sovié-

*Ce qui a moins retenu l'attention, c'est qu'ils vont rejoindre le plus grand club nucléaire mondial.*

tique, pour éviter un accident de type Tchernobyl.

Le traité Euratom est né en 1957, à une époque où le statut de l'énergie nucléaire n'était pas remis en question. Au fil des années, il a subventionné à hauteur de 55 milliards d'euros la recherche sur l'énergie nucléaire et a prêté des centaines de millions d'euros pour la construction et la remise en état des centrales nucléaires.

## Conflits d'intérêts

En fin de compte, l'Union européenne est le plus gros producteur mondial d'énergie d'origine nucléaire. L'Europe élargie fait fonctionner 156 réacteurs, qui produisent 32% de son électricité, proportion plus importante qu'en Amérique du Nord, au Japon ou en Russie.

Mais la plupart de ces réacteurs sont anciens, ils ont fonctionné en moyenne 22 ans et, depuis l'accident de Tchernobyl en Ukraine, il y a 18 ans, de nombreux pays ont perdu leurs enthousiasmes pour cette technologie. Seules la France et la Finlande envisagent de nouveaux réacteurs, tandis que l'Allemagne, la Suède, la Belgique et l'Espagne envisagent de les fermer, ce que l'Italie a déjà fait.

« Cela fait du traité Euratom un fossile qui a perdu la plupart de ses raisons » d'être déclaré Benjamin Görlach, de l'Institut pour la politique de l'environnement européenne et internationale à Berlin.

L'Autriche, la nation la plus antinucléaire d'Europe, fait campagne pour remplacer le traité Euratom par un traité « techniquement neutre » ne favorisant pas telle ou telle méthode de production d'énergie. Elle est soutenue par l'Irlande, le Luxembourg, le Danemark, l'Allemagne, la Suède, l'Estonie, le Parlement Européen et par environ cent associations environnementalistes. Mais aucune décision d'abandon d'Euratom ne pourra être prise facilement.

L'industrie nucléaire soutient le traité et, bien que des nations nucléarisées comme l'Angleterre reconnaissent l'intérêt d'une réforme, il y a d'énormes divergences sur ce que pourrait être son contenu.

En même temps qu'il assure la promotion de l'énergie nucléaire, le traité Euratom établit les normes de sûreté pour protéger la santé des travailleurs et du public. C'est ce conflit

## Etats-Unis : inquiétudes sur la sécurité des matières radioactives

Les autorités américaines ont recensé 1.300 cas de matières radioactives perdues, volées ou abandonnées aux Etats-Unis au cours des cinq dernières années, et en ont conclu qu'il y avait un risque important que des terroristes puissent utiliser ces éléments pour fabriquer une « bombe sale ».

Des études du laboratoire du département de l'Énergie, à Los Alamos, et du General Accounting Office (GAO) ont découvert des failles importantes dans le système de sécurité américain.

*« Le monde des matières radioactives s'est développé avant les récentes craintes sur le terrorisme et beaucoup de ces sources sont soit non sécurisées soit, au mieux, dotées d'un niveau de sécurité de type industriel », a conclu il y a deux mois le laboratoire de Los Alamos dans un rapport examiné par l'agence Associated Press (AP). Le rapport conclut que la menace des « bombes sales », qui pourraient disperser des matières radioactives dans un large périmètre, « semble très importante ».*

Source : AP-11 novembre 2003

d'intérêts qui poursuit les tentatives européennes de fermeture des vieilles centrales de modèle soviétique dans les pays candidats à l'accession, déclarent les critiques du traité, comme par exemple les Amis de la Terre.

Pour réduire le risque d'accident, l'Union européenne encourage la Lituanie à fermer les réacteurs 1 et 2 d'Ignalina et la Slovaquie ses deux réacteurs Bohunice 1 et 2. Mais, malgré un investissement de 355 millions d'euros de l'Union européenne et la promesse de 375 millions supplémentaires, les quatre réacteurs sont toujours en fonctionnement.

Ignalina 1 doit être fermé vers 2005, mais l'agence de régulation nationale Vatesi a insisté la semaine dernière sur le fait que ce ne serait pas possible pour des raisons de sécurité.

Ignalina 2 doit être fermé en 2009, tandis que Bohunice 1 et 2 doivent être fermés en 2006 et 2008, dates qui peuvent très bien être repoussées.

Rob Edwards  
(Traduction Alain Orange)

# Areva, la contamination funky !

**Alors** là, bravo ! Toujours à la pointe de l'innovation, la multinationale radioactive Areva vient de frapper un grand coup dans l'art de faire de la propagande. Allons directement à la source avec le communiqué de presse d'Areva qui précise : " Plan média : la campagne sera diffusée simultanément en Europe (France, Allemagne, Angleterre...), aux Etats-Unis, en Amérique du Sud (Brésil, Mexique...) et en Asie (Chine, Japon). Le plan média combinerà 3000 passages de spots TV sur 32 chaînes de télévision nationales et internationales, 300 parutions dans la presse nationale et internationale, 7 millions de passages sur internet, et la diffusion du film sur deux compagnies aériennes européennes."

Les observateurs des milieux économiques ne s'y sont pas trompés. Ainsi, le 6 mars 2004, Le Figaro publiait un article intitulé "Areva ou la pédagogie funky". Sur la forme, ça donne un dessin animé publicitaire de 45 secondes, soutenu par une musique sympa et entraînante : "Funky town" ! Sur le fond, c'est quasiment... révolutionnaire : exit le concept galvaudé de "développement durable", et pas plus de "gouvernance" ou de "bonnes pratiques". Terminé les finasseries, Areva a décidé d'étaler ouvertement l'ensemble de ses activités. Mais - pas fous, les nucléocrates - en les magnifiant, et même carrément en les idéalisant. Ca, c'est l'aspect pédagogie.

## Idéaliser les activités nucléaires d'AREVA

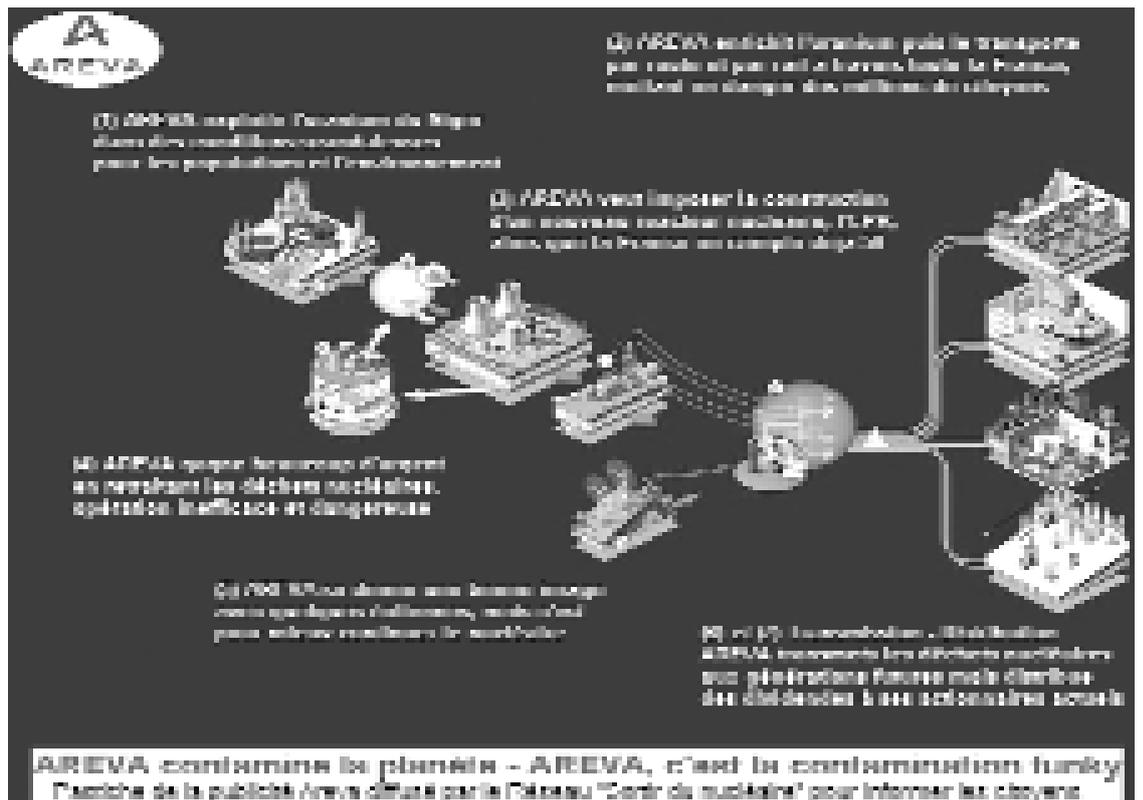
Ainsi, le spot démarre par l'extraction de l'uranium au Canada. Puis tout s'enchaîne : transport, enrichissement de l'uranium, fabrication du combustible nucléaire, conception et fabrication des réacteurs nucléaires, retraitement des déchets, quelques éoliennes pour faire joli, et la mise en valeur des activités de transmission et distribution d'énergie acquises en janvier dernier auprès d'Alstom.

La boucle est bouclée, le cycle complet, c'est beau, c'est propre. C'est funky. Mais la réalité est bien différente. Il y aurait de quoi faire un contre-spot. Jugez un peu :

- Areva extrait l'uranium du Niger dans des conditions effroyables pour l'environnement, les mineurs et la population locale, et ce afin de minimiser les coûts d'exploitation.
- Areva enrichit l'uranium dans son usine de Pierrelatte (Drôme), dont l'Iran possède toujours à l'heure actuelle 10%, ce qui lui a permis de recevoir des matières nucléaires pour tenter de fabriquer des bombes atomiques.
- Areva fait transporter à travers toute la France, par camion et par train, des matières nucléaires comme le plutonium (le plus dangereux des poisons).
- Areva contamine l'environnement lors des incidents qui surviennent régulièrement dans ses installations.
- Areva est à l'origine de la mise en œuvre par le gouvernement de l'arrêté "secret défense", qui fait peser sur les militants la menace de lourdes sanctions financières.
- Areva, composante du "lobby nucléaire", influe pour que la France décide de la construction du réacteur nucléaire EPR... vendu par Areva ! Et le 25 mars, cerise sur le gâteau, la Chambre d'instruction de la cour d'appel de Limoges a renvoyé la Cogéma devant le tribunal correctionnel pour "pollution, abandon ou dépôts de déchets contenant des substances radioactives" en Haute-Vienne. La Cogéma, faut-il le rappeler, appartient à Areva. Le Réseau " Sortir du nucléaire " a édité (voir ci-contre) un petit pastiche de la publicité d'Areva, celle qui passe dans les journaux.

Mais aucune chance qu'il ne soit publié par les médias, qui n'ont aucune envie d'être privés des millions généreusement déversés par Areva. Il ne s'agit pourtant que de quelques exemples d'une liste sans fin qui fait que, pour l'environnement et les populations, les activités d'Areva sont loin d'être "funky"...

Stéphane Lhomme



# Nuage administratif sur le nucléaire français

## Des réacteurs fonctionnent dans l'illégalité

(Extraits d'un article paru dans Libération le 16 décembre 2003)

### Le Réseau "Sortir du Nucléaire" lance une nouvelle offensive contre les responsables du nucléaire français.

Selon l'ONG, 16 des 58 réacteurs nucléaires de l'Hexagone fonctionnent dans l'illégalité, à commencer par ceux des centrales de Gravelines (Nord) et Cruas (Ardèche), qui ne disposent pas de l'autorisation de rejets d'effluents non radioactifs. De son côté, Saint-Laurent-des-Eaux (Loir-et-Cher) violerait les normes de rejets.

"Sortir du nucléaire" annonce son intention de déposer des plaintes au pénal à l'encontre de responsables d'EDF, mais aussi de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Chez EDF, on explique que l'affirmation de "Sortir du nucléaire" est fautive. "Tous les sites fonctionnent aujourd'hui avec un arrêté de rejet valide. Les dernières autorisations ont été accordées en novembre", justifie Dominique Minière, directeur adjoint à la protection et la sécurité nucléaire chez EDF. "Les autorisations ont été signées, mais ne sont pas encore parues au Journal officiel", corrige André-Claude Lacoste, président de l'ASN.

### Des procédures non respectées

Pour fonctionner, une centrale nucléaire a besoin d'autorisations. Celles-ci sont encadrées par un décret de 1995, qui a réorganisé la procédure.

Il en est ainsi pour le prélèvement d'eau et les rejets d'effluents liquides et gazeux non radioactifs. En théorie, l'absence d'autorisation devrait conduire l'autorité de contrôle à ordonner l'arrêt de la cen-

trale ou, au moins, à faire cesser le "délit". Dans la pratique, plusieurs centrales ont fonctionné sans ce précieux sésame : durant trois ans à Gravelines, plus de quatre ans à Cruas, tandis qu'à Blaye (Gironde), les réacteurs ont fonctionné entre avril et septembre.

Tchernobyl, une association affiliée à "Sortir du nucléaire", a saisi le Conseil d'Etat, considérant que l'autorisation accordée en septembre "est incomplète et donc illégale", explique Stéphane Lhomme, président de Tchernobyl, qui rappelle qu'"elle est intervenue trois jours avant l'audience sur notre plainte" (1). André-Claude Lacoste précise que, dans le délai qui a précédé le renouvellement des autorisations, "l'Autorité de Sûreté Nucléaire a demandé à EDF de respecter les normes de rejets antérieures et a fait ce qu'il faut pour s'assurer que c'était le cas". Le patron de l'Autorité de Sûreté Nucléaire reconnaît que les procédures ont traîné : "Nous ne sommes pas fiers de ne pouvoir sortir les arrêtés en temps utile. Chacun doit y mettre du sien. EDF doit préparer de meilleurs dossiers. L'ASN doit les étudier plus vite et le reste de la procédure être accéléré."

A Saint-Laurent-des-Eaux, l'Autorité a adressé une mise en demeure à EDF, le 21 novembre, après avoir constaté un dépassement des rejets de substances chimiques. "Non radioactives", insiste André-Claude Lacoste. La lettre donnait deux mois à EDF pour respecter les valeurs limites. Pourtant, curieusement, elle lui expliquait qu'il pouvait "formuler, dans ce délai, une demande de modification de l'arrêté d'autorisation dûment argumentée, notamment en ce qui concerne son impact sur l'environnement". Faut-il y voir une manœuvre qui permettrait à EDF de faire changer les règles du jeu ? (...)

Denis Delbecq

### Surprenantes enquêtes publiques

(Libération, 16 décembre 2003)

On reste pantois à la lecture de la conclusion du rapport de la Commission d'enquête publique de 1999 qui devait donner son avis sur le renouvellement des autorisations de la centrale de Saint-Alban-du-Rhône : "L'avis favorable est motivé par le fait que le site, qui ne bénéficie déjà plus d'autorisation de prélèvements en eau depuis le 31 décembre 1997, a besoin d'être autorisé tant en termes de prélèvements que de rejets pour pouvoir fonctionner. Emettre un avis défavorable ou refuser l'autorisation reviendrait à demander l'arrêt de la centrale, qui n'est pas le souhait ni la vocation de la Commission."

Denis Delbecq

#### ERRATUM :

"Sortir du nucléaire" n° 23, page 23. L'Imposture Nucléaire

1- le site internet de l'auteur Jean-Pierre Morichaud est : j.p.morichaud-fpu@wanadoo.fr. et non fsu !

2- dans le tableau en bas de page, un décalage des chiffres s'est glissé sur la ligne "uranium 238".

Les valeurs dans les colonnes sont :

RADIOELEMENT : uranium 238,

ORIGINE : minéral,

CONTAMINATION : alpha,

USAGE : bombe H et A, électronucléaire,

POLLUTION : sols,

ACTIVITE : 12000 Bq/g,

PERIODE : 4,5 X10<sup>9</sup> ans,

CLASSE : 4.

L'activité massique de l'uranium est donc bien de 12000 Bq/g, soit 1/200 000 fois celle du plutonium.

## En bref !

### L'énergie éolienne, n° 1 en Europe en 2020 ?

Selon un nouveau rapport publié par des experts internationaux, l'énergie éolienne en mer, une énergie " propre et verte ", pourrait alimenter tous les logements de l'Europe en 2020.

Des chercheurs du prestigieux groupe Garrad Hassan ont étudié les vitesses du vent, la profondeur des fonds marins, l'infrastructure économique et les progrès de la technologie éolienne en mer. Ils ont conclu que jusqu'à 50 000 turbines pourraient être construites dans les mers européennes pour engendrer l'équivalent de milliards de kWh d'électricité, soit une quantité largement suffisante pour alimenter plus de 150 millions de logements.

Le rapport " Sea Wind Europe " soutient que l'industrie éolienne européenne est sur le point de connaître une croissance exponentielle, avec des projets de construction de grande envergure au large de nombreux pays, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France et l'Espagne. L'éolien pourrait combler presque un tiers de tous les besoins énergétiques de l'Europe, y compris ceux des secteurs industriels, de services et résidentiels, soit l'équivalent de ce que génère actuellement l'ensemble de l'industrie nucléaire de l'Union européenne. De plus, l'électricité ainsi fournie serait plus abordable que celle produite par le charbon et le nucléaire.

Source : Greenpeace Royaume-Uni et Greenpeace Canada

### Des femmes décrètent une grève de la procréation contre un projet de centrale

Des étudiantes de Tampere (sud de la Finlande) ont décidé de ne pas faire d'enfants tant que le projet de construction d'un nouveau réacteur nucléaire ne serait pas abandonné.

Signée par 850 personnes, leur lettre stipule que "l'on ne doit pas avoir d'enfants dans un monde qui n'est pas sûr. En héritage, les enfants reçoivent les ruines des centrales nucléaires et les déchets irradiants", ont souligné les signataires.

Source : AFP - 16 mai 2003

### 1, 2, 3, soleil

● Une exposition est présentée du 30 mars 2004 au 30 janvier 2005 à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris. Cette exposition de 1 600 m<sup>2</sup> est la première grande exposition en Europe consacrée au Soleil.

Renseignements: <http://www.cite-sciences.fr/soleil>

● Le montant des aides aux chauffe-eau solaires individuels, région par région, est disponible sur le site d'Enerplan : <http://perso.wanadoo.fr/enerplan/actualite.htm>



Photo : Weck

Face à l'ITER et à la fusion nucléaire, un autre avenir énergétique est possible

## Fusion nucléaire Faire le choix de l'ITER, c'est promettre la lune en utilisant le soleil comme caution...

(Communiqué de presse du Réseau Sortir du nucléaire)

**D**epuis plusieurs années, le lobby de la communauté des scientifiques pro-nucléaires s'active pour la promotion du concept dit ITER. Il s'agirait de reproduire, sur Terre, la fusion thermonucléaire du Soleil en couvrant cette quête du Graal d'une finalité grand public : produire de l'énergie électrique en quantité quasi illimitée et de façon propre et sûre.

Ce discours " humaniste " édulcore une réalité. L'ITER est un choix à faire en matière de recherche fondamentale. Bien malin qui pourra dire si dans 50 ans, 100 ans, voire 200 ans, ce choix aboutira ou non à une production d'énergie électrique.

L'ITER n'est en aucun cas le choix d'un réacteur nucléaire de plus mais c'est un choix de budget en moins. Le pays hôte déboursa au minimum 1,5 milliard d'euros pour l'ITER (correspondant à la prise en charge du tiers du coût minimum esti-

mé sur un financement international de cinq milliards d'euros). Le budget recherche énergie n'étant pas extensible, cela sera autant de moins pour les filières dans lesquelles nous sommes déjà lamentablement à la traîne (énergies renouvelables et efficacité énergétique), avec 2% de crédits publics pour la recherche et le développement et une réduction, cette année de plus de 30% du budget de l'ADEME. L'expérimentation de l'ITER sera, en outre, grosse consommatrice d'énergie. Plusieurs réacteurs nucléaires classiques tourneront en permanence. Ce qui implique de nouvelles lignes THT et un gel des exportations d'électricité pour satisfaire à cette exigence. De fait, comme Superphénix en son temps, sans produire un centime d'euro d'énergie, l'ITER s'annonce déjà comme un producteur massif de déchets nucléaires indirects, par l'activation de l'enveloppe par les neutrons issus des réactions et des déchets radioactifs directs (notamment le tritium).

L'intérêt des militaires pour la fusion thermonucléaire est très important. En témoigne le projet Mégajoule qui utilise un autre procédé de fusion thermonucléaire. Le CEA, dont la Direction de la Recherche sur la Fusion Contrôlée (DRFC) pilote actuellement le projet ITER, à une Direction des Applications Militaires (DAM). L'étanchéité des deux directions est loin d'être garantie. A ce propos, le renouveau d'intérêt des Etats-Unis pour le projet semble plutôt lié aux perspectives militaires qu'à un changement d'appréciation sur son intérêt économique.

Faire le choix de l'ITER, c'est promettre la lune en utilisant le soleil comme caution. Ce choix politique conditionne, au mieux 100 ans de budget de recherches internationales sur l'énergie. La recherche sur l'énergie mérite assurément mieux. Laissons le Soleil à sa place et tournons-nous vers ce qui ne demande qu'à progresser : les énergies renouvelables qui en sont issues.



## Des experts opposés à la fusion nucléaire

(Japan Times - 24 janvier 2004)

Masatoshi Koshihara, prix Nobel de physique 2002, et Akira Hasegawa, ancien Président de la Division de Physique des Particules de la Société de Physique américaine, ont lancé dès mars 2003 un appel au premier ministre japonais Koizumi contre l'implantation d'ITER au Japon.

En voici les raisons :

*"Nous reconnaissons que la fusion thermonucléaire contrôlée peut être une source importante d'énergie alternative dans un avenir éloigné. Cependant, le réacteur nucléaire fondé sur ITER, qui brûle du tritium, est extrêmement dangereux du point de vue de la sûreté et de la contamination de l'environnement. De ce fait, même si l'expérience s'avérait réussie, il produirait une grande quantité de rejets nucléaires radioactifs ; en conséquence, il entraînera la non-acceptation du réacteur à fusion par le public.*

*- Le tritium est fortement toxique ; une dose de 1mg est mortelle. Ainsi, les 2 kg de tritium qui circuleront dans ITER pourraient tuer deux millions de personnes. S'il se combine avec l'oxygène et fuit dans l'environnement sous forme d'eau lourde, le tritium créera une situation extrêmement dangereuse. Le flux de radiations de 2 kg de tritium est pratiquement du même niveau que celui produit par l'accident de Tchernobyl.*

*- les neutrons qui seront produits dans ITER ont une énergie plus de dix fois supérieure à celle d'un réacteur de fission et la radioactivité des murs du dispositif et des matériaux de construction produiront 40 000 tonnes de déchets nucléaires.*

*- Lors de l'arrêt de l'expérience, le dispositif et les bâtiments ne pourront être démantelés pendant plusieurs centaines d'années, en raison de la haute radioactivité, et ne manqueront pas de se détériorer. En conséquence, une grande quantité d'eaux souterraines sera contaminée et la zone de contamination ne cessera d'augmenter avec le temps, créant un risque extrêmement sérieux pour l'environnement.*

*Pour toutes ces raisons, en qualité de médecins conscients et experts dans ce domaine, nous sommes fortement opposés à l'implantation d'ITER au Japon."*

## En bref !

### La géothermie fait son chemin

Certaines grandes villes se chauffent enfin à cette énergie non polluante. Mais pourquoi la taxer plus que le gaz naturel ?

Près de 20 000 habitants de Villejuif, au sud de Paris, seront bientôt reliés à un réseau géothermique. Ils pourront ainsi se chauffer et se laver sans émettre de gaz à effet de serre. Déjà, une trentaine de communes d'Ile-de-France bénéficient de cette source d'énergie non polluante, puisée dans la croûte terrestre. La technique est simple. Un puits permet de pomper, à 2 kilomètres de profondeur, l'eau chaude stockée dans une nappe souterraine. Sa chaleur est récupérée à la surface grâce à un "échangeur thermique". Une fois l'opération effectuée, le liquide est réinjecté dans son milieu d'origine grâce à un deuxième forage. Comme l'Aquitaine, la région parisienne est située au-dessus d'une importante nappe d'eau chaude dont la température est comprise entre 43 ° C (à -1 000 mètres) et 70 ° C (à - 2 000 mètres). Sur les 150 puits envisagés, seuls une trentaine fonctionnent. Aujourd'hui, les procédés d'exploitation sont bien maîtrisés.

Reste l'obstacle financier: le taux de TVA est élevé (abonnement taxé à 19,6%, contre 5,5% pour le gaz) et l'investissement coûteux. "La géothermie n'est pas une énergie suffisamment prise en compte par les pouvoirs publics", regrette Jean Lemale, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Les communes d'Ile-de-France qui veulent bénéficier de ce système doivent s'endetter pour de nombreuses années pour le financer. A quand une vraie reconnaissance de cette richesse dormant sous nos pieds?

Source : L'Express du 11/09/2003 - Anna Musso

### Un débat sous forme de propagande

J'ai rencontré une personne qui a participé en juin/juillet 2003 à des réunions restreintes du service de presse du ministère des Finances et de l'Industrie. D'après cette personne, le service de Presse concevait le débat officiel sur les énergies comme un outil de promotion du nucléaire. C'était simplement de la propagande. En dénonçant ce pseudo débat qui avait été rebaptisé en " débat bidon ", le Réseau avait donc visé juste.

J. O.

# Retour sur la manifestation du 17 janvier

Pour ceux qui l'auraient loupée, voici une sélection de quelques témoignages que nous avons reçus après la manifestation du 17 janvier 2004 à Paris "Non aux nouveaux réacteurs nucléaires. L'avenir est aux alternatives".

## Vos réactions,

Sur place, j'ai compté environ 10 000 personnes. A chaque manif, j'essaie de compter les manifestants par groupes de 20 ou 50.

*Sylvain*

Certes, ce fut une belle manif ! Et taper frénétiquement du bidon sur une place de la Bastille sans voitures, devant une foule bruyante et colorée massée derrière une grande banderole bleue, donnait une impression de nouvelle prise de la Bastille. Mes ampoules aux doigts et le couvercle défoncé de mon bidon portatif et électro-sonorisé s'en souviennent !

Mais pas grand chose de plus que nous être fait plaisir ! C'est déjà pas mal, mais dix mille personnes pour une manif nationale à Paris n'est pas une réussite, surtout sur un sujet aussi vital. Le stade de Lorient rassemble autant de personnes pour un match de seconde division. Une manif parisienne rassemblant moins de cent mille personnes reste confidentielle. (...)

*Nicole*

J'ai manifesté samedi, l'ambiance était bonne, la couverture médiatique moins. Ce qui m'a bien fait rire c'est quand je suis allée au musée d'Orsay, que l'on m'a demandé d'ouvrir mon sac et que sont apparues mes boîtes radioactives : la dame a blêmi, vraiment effrayée, je l'ai rassurée et l'on a bien ri.

*Jean*

Je pense qu'il faudra refaire ce genre de mobilisation quand la décision sera prise par le gouvernement... sur un chantier par exemple !

*Jean-Luc*

Elle était super, la manif !

*Chaim*

Vraiment une super manif, une mobilisation plutôt inattendue, vu le court délai d'appel et de préparation, un état d'esprit général très "motivé" et beaucoup de jeunesse. Effet super positif: la mobilisation ne peut que nous faire du bien au moral à tous, et aussi nous booster pour préparer la suite ! Rêvons un peu : et si ce "défilé", de 10 000 et plus, était sur le site pressenti pour l'EPR, à Penly ou ailleurs, le jour où cela va se confirmer, quel effet ça ferait ? Alors prochain boulot (entre autres) du Réseau : préparer le siège du parvis de l'EPR ?

*Corinne*

Un grand bravo pour tous les organisateurs. Je n'étais pas très optimiste, finalement tout le monde est rentré très content de l'ambiance et de l'ampleur de la manif.

*Hervé*

**Des dizaines de raisons d'être satisfait : Le nombre de manifestants bien sûr, leur énergie, leur enthousiasme, leur sérieux aussi... Les médias ont bien compris le message et ont bien traduit le rôle fédérateur du Réseau. Même le reportage sur TF1 est bon, le meilleur étant, sans conteste, celui d'ARTE...**

**Et cette idée géniale de démarrer tous à reculons...**

*Alain*

BRAVO! bravo! bravo!  
Thank you for a fantastic manifestation. We are very, very happy for your success!

*Ulla Klotzer (Finlande)*

Un grand bravo pour la grande réussite de la manifestation. Une belle réussite qui confirme que le Réseau a vraiment réussi dans sa mission.

*Denis*

Il était très important que nous affichions un tel message envers nos dirigeants. Le fait que nous ayons été aussi nombreux (...) prouve que les citoyens français sont capables de mobiliser autour d'eux. L'originalité du démarrage à reculons a donné une force au message que nous étions venus apporter, la grande cohésion du cortège jusqu'au bout a contribué à afficher la forte détermination des militants. Les nombreux messages et panneaux qui jalonnaient la manifestation contenaient l'essentiel de nos préoccupations ; à noter, la présence de délégations "européennes"...

*Anita*

Manif exceptionnelle au rythme des tam-tams des boîtes de conserve et des percussions ... Manif pleine de couleurs (gris, jaune, rouge, vert), de sourires, de banderoles et de messages très pertinents ( comme "La France se voile la face"... ) Une anecdote : par la fenêtre d'une maison, des enfants levaient leurs pouces en guise d'encouragements et de remerciements ; à ce moment, là, j'ai pu lire sur les visages des manifestants une grande bouffée de soleil qui les a réchauffés au plus profond... Souvenir impérissable ...

Cette manifestation fut aussi l'occasion d'un véritable carrefour de rencontres entre manifestants et avec le grand public, dont j'ai pu mesurer le manque de connaissances et d'informations sur le nucléaire avec la réponse classique "Le nucléaire, c'est 80% de l'énergie" .... Merci au réseau pour l'initiative, pour tout ce qu'il fédère et rendez-vous à la prochaine fois ...

*Olivier*



Photo : André Paris

Le Titanic rempli de déchets radioactifs, un symbole fort lors de la manif...

# 2004 à Paris

## encouragements et critiques...

à suivre... 

Photo : André Paris

Les sirènes hurlent : 10 000 manifestants s'allongent sur le bitume

Ouai, c'était une belle manif. De mon point de vue de militant antinucléaire de quelques d'années déjà, un des éléments forts de ces manifs est la variété et la créativité des costumes, actions, mises en scène, accessoires, etc. (...) Ce serait bien également qu'on fasse un jour une manif en mettant des énergies renouvelables en première ligne de la manif !

*Sébastien*

La manif s'est déroulée dans une excellente ambiance au rythme de la musique jouant des airs brésiliens, multicolore et sonore, festive. Le pied, quoi !

*Frédéric*

Nous avons apprécié l'ambiance et la "couleur" de cette manif, mais nettement moins les cars de CRS en place et en tenue (bouclier, matraque, protège-jambes) sur le trajet prévu. Ca nous a rappelé les "vacances" à Bure !

*Chantal et Michel*

Le bus parti de Nancy nous a conduits à la manif dans une très bonne ambiance, où se côtoyaients associatifs et politiques (Verts, LCR, MEI, etc.). La manif fut impressionnante et bien rythmée grâce aux boîtes de conserve...

*Michel*

Je suis très heureux d'avoir participé à la manif du 17 janvier, jour de mon anniversaire. Impressionné par le monde, bercé par l'ambiance, surpris par les regards curieux de badauds qui cherchaient à lire les affiches... Le pari est gagné...

*Doumé*

Comme je le fais souvent dans les manifs, j'ai pris le temps de compter combien nous étions... mais qu'est-ce que c'est difficile de compter des manifestants aussi indisciplinés que nous. Il y en avait dans tous les sens. Souvent les manifestants se posent par rangées ; là, que nenni. J'ai eu du mal, mais avant la Place de la Bastille, j'ai dénombré environ 10 000 personnes.

*André*

J'veux pas dire, mais not' manif, qu'est-ce qu'elle était belle, festive, enthousiaste, déguisée, colorée et tout (...) Beaucoup de banderoles, bien sûr, de drapeaux, mais surtout les œuvres de certains manifestants faisaient preuve de beaucoup de créativité : mini-éoliennes pour Greenpeace, une installation solaire complète (capteur solaire et moteur associé, tout ça sur un panneau porté à dos d'homme). (...) Un bateau de 3,5 mètres de long, sorte de bateau-ivre de Rimbaud et de Titanic au destin trop prévisible. Sur

cette inquiétante embarcation trônent trois cheminées-poubelles emplies de déchets radioactifs, tandis que sur ses flancs une inscription destinée à la postérité souhaite "bon courage les enfants" ! Remarquable également ce groupe de percus déchaînant une ambiance d'enfer surtout sous le pont de Bercy. Sainte Roselyne (Bachelot), la Ministre de la pollution, c'était justement sa fête, ce 17 janvier. Ca ne s'invente pas !

*José*

### Autres témoignages (hors manif)

Combien je soutiens votre combat et combien j'ai été malheureux de ne pouvoir me rendre à Paris avec vous pour la manifestation contre l'imbécilité nucléaire. En tant que catholique, je fais un gros travail de sensibilisation auprès des évêques, ordres religieux, médias chrétiens, paroisses, afin que l'église se sente mieux concernée par la création du Bon Dieu qui n'est pas une poubelle et que chacun de nous progresse vers l'éco citoyenneté.

MERCI pour tout.

*Gérard*

# Le Réseau "Sortir du Nucléaire", partenaire de la Nef

sur le compte épargne Nature



## Qu'est-ce que la Nef ?

La Nef est une société coopérative de finances solidaires dont la mission est de relier des épargnants et des emprunteurs autour de projets respectueux de l'homme et de la terre. La société financière exerce son activité de collecte d'épargne et de crédits professionnels et associatifs

depuis plus de 15 ans, dans le cadre d'un agrément de la Banque de France.

La Nef, ce sont aujourd'hui 10 000 sociétaires, qui souhaitent exercer leur responsabilité sur l'argent qu'ils déposent ou empruntent dans une banque. L'épargne ainsi collectée permet de financer des projets répondant aux critères éthiques définis dans la charte de la coopérative, dans des domaines tels que l'agriculture bio, la préservation de l'environnement, l'insertion sociale par l'emploi et par le logement, et le développement de la personne.

Chaque année, dans un souci de transparence, la Nef publie dans son rapport d'activité la totalité des prêts réalisés, pour que chaque sociétaire puisse constater qu'ils sont en accord avec ses engagements.

## Pourquoi un partenariat avec le Réseau "Sortir du Nucléaire" ?

Nombreux sont ceux des sociétaires de la Nef qui partagent une réflexion approfondie sur l'usage de l'énergie et sur les voies nouvelles qui permettraient de sortir de nos impasses actuelles. Le travail accompli par le Réseau "Sortir du nucléaire" répond à leurs attentes et il est donc naturel que la Nef leur offre la possibilité d'aider ce réseau en partageant avec lui les intérêts de leurs comptes à terme.

Le Réseau "Sortir du Nucléaire" se reconnaît également dans les valeurs de transparence et de solidarité de la Nef et a choisi depuis plusieurs années d'en être sociétaire.

## Comment fonctionnent les comptes à terme et le partage d'intérêts ?

Le Réseau "Sortir du Nucléaire" est un nouveau partenaire des comptes de partage de la Nef. Il vient rejoindre les 10 partenaires du Compte Epargne Nature et du Compte Epargne Insertion.

Ces comptes sont des comptes de placements qui vous permettent d'orienter l'utilisation de votre épargne vers des projets dans le domaine de l'écologie et de l'insertion sociale. La somme déposée est rémunérée en fonction de la durée du placement, pouvant aller de 25 mois minimum à 15 ans au maximum.

De plus, vous pouvez choisir de faire don de tout ou partie de vos intérêts à une association partenaire, telle que le Réseau "Sortir du Nucléaire", afin de soutenir son action.

Comme tout autre type de don aux associations, ce partage d'intérêts vous offre la possibilité de bénéficier d'une réduction d'impôts.

## Comment passer à l'acte et soutenir le Réseau "Sortir du Nucléaire" ?

Pour recevoir une documentation complète accompagnée des bulletins d'ouverture du Compte Epargne Nature, veuillez nous contacter aux coordonnées ci-dessous :

Contact : La Nef, 114 bd du 11 novembre 1918, 69626 Villeurbanne Cedex.

Tél : 0 811 90 11 90 Site internet : [www.lanef.com](http://www.lanef.com) Courriel : [lanef@lanef.com](mailto:lanef@lanef.com)

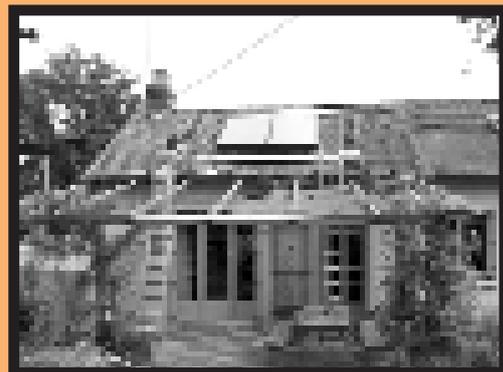
## UN EXEMPLE DE PROJET SOUTENU PAR LA NEF

De l'énergie lumineuse à l'énergie électrique, il n'y a qu'un pas... et c'est pour aider à le franchir que la Nef a été sollicitée pour financer la création de la SARL EMRENN, installateur de chauffe-eau solaire et de panneaux photovoltaïques en Ille et Vilaine. Certainement la meilleure façon de profiter du soleil de Bretagne...

EMRENN a participé également à l'étape de Redon du tour de France "Pour sortir du nucléaire" le 14 mai, en exposant des panneaux solaires sur un stand public.



Installation d'un toit solaire par la SARL Emrenn



Et voilà le résultat : un beau toit solaire

### Réseau "Sortir du nucléaire"

9, rue Dumenge,  
F - 69317 Lyon Cedex 04

- Tél. 04 78 28 29 22
- Fax 04 72 07 70 04

Retrouvez-nous sur internet :

[www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org)

Courriel : [rezo@sortirdunucleaire.org](mailto:rezo@sortirdunucleaire.org)

Sortir du nucléaire n° 24 • Juin 2004

- Abonnement pour un an : 10€

Directeur de publication : Patrice Bouveret  
Maquette : koravizo

La reproduction des articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

CPPAP : 75 626 • ISSN 1276-342 x

- Tirage : 15 000 exemplaires
- Imprimé par Fayolle (69)  
sur papier 100 % recyclé